

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES SOCIÉTÉS
DE
CAUTION MUTUELLE
ET
LES BANQUES POPULAIRES

(Loi du 13 Mars 1917)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Sciences Juridiques

Présentée et soutenue le 22 Mai 1922, à 2 heures

PAR

Gilbert GUEGAN

Principal Clerc de Notaire

Président : M. WAHL, Professeur.

Suffragants : { M. PERCEROU.
 { M. Germain MARTIN. } *Professeurs.*

LORIENT

AL. CATHRINE *✻, EDITEUR

Place Bisson, 18

1922

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES SOCIÉTÉS
DE
CAUTION MUTUELLE
ET
LES BANQUES POPULAIRES

(Loi du 13 Mars 1917)

THÈSE POUR LE DOCTORAT
Sciences Juridiques

Présentée et soutenue le 22 Mai 1922, à 2 heures

PAR

Gilbert GUEGAN

Principal Clerc de Notaire

President : M. WAHL, Professeur.

Suffragants :

}	M. PERCEROU.	}	<i>Professeurs.</i>
	M. Germain MARTIN.		

LORIENT

AL. CATHRINE ❁❁, EDITEUR

Place Bisson, 18

1922



Digitized by the Internet Archive
in 2026

MEIS, MAGISTRIS ET AMICIS

Gilbert GUÉGAN.

BIBLIOGRAPHIE

TRAVAUX PARLEMENTAIRES

Premier rapport Landry du 6 mars 1913, n° 2590

Deuxième rapport Landry, du 27 novembre 1913,
n° 3250.

Rapport Codet, du 29 janvier 1915, n° 17.

Avis Perchot, du 3 juin 1915, n° 195.

Premier rapport supplémentaire Codet, 2 septembre
1915, n° 507.

Avis supplémentaire Perchot, 18 novembre 1915,
n° 384.

Deuxième rapport supplémentaire Codet, 24 février
1916, n° 63.

Rapport Landry du 13 février 1917, n° 2993.

Avis Dubois du 22 février 1917, n° 3033.

Journaux officiels des 6, 18, 19 mars 1914 : Discussion
et adoption à la Chambre.

Journaux officiels des 30 janvier et 1er février 1917 :
Discussion et adoption au Sénat.

Les sociétés de Caution mutuelle et les Banques popu-
laires, par Piot.

Manuel des Banques Populaires, par Ch. Rayneri, 1896

Les sociétés de Crédit, par Jules Domergue.

Revue du Comité Républicain du Commerce, de l'Agri-
culture et de l'industrie (Comité Mascuraud).

Le crédit au petit et moyen commerce, à la petite et
moyenne industrie. Brochure publiée par le
Ministère du Commerce.

Houpin et Bosvieux, 5e édition. — *Traité des Sociétés*
Bulletin du Congrès corporatif des Banques popu-
laires, juin 1921.

Les Sociétés de Caution Mutuelle ET les Banques Populaires

(Loi du 13 Mars 1917)

Première Partie

I

NECESSITE DE LA LOI DU 13 MARS 1917.
BESOINS DE CREDIT POUR LE PETIT
ET LE MOYEN COMMERCE,
LA PETITE ET LA MOYENNE INDUSTRIE

La loi du 13 mars 1917 qui a eu pour objet l'organisation « du crédit au petit et au moyen commerce à la petite et moyenne industrie » était depuis longtemps attendue en France par les commerçants et industriels.

Pour les agriculteurs d'abord, pour les marins ensuite, des lois avaient été votées qui avaient organisé le crédit populaire.

Aujourd'hui, le crédit est devenu un rouage nécessaire de la vie économique commerciale et surtout de la vie industrielle. Sans crédit il n'est pas de commerce, ni d'industrie qui puisse prospérer, encore moins se créer.

Il n'est pas douteux que, depuis quelques années, le petit commerce et la petite industrie ne soient en proie à mille difficultés presque insurmontables.

C'est d'abord la création des grands magasins qui ont concentré en peu d'espace tout ce que la clientèle, pauvre ou riche, peut désirer et qui attirent celle-là par le bon marché, celle-ci par le luxe, et tous par la quantité et la diversité des marchandises, au détriment des petites maisons qui sont spécialisées dans la vente d'un seul article.

C'est ensuite la variation de la mode qui, plusieurs fois dans une année, oblige les industriels à modifier l'outillage pour la fabrication des nouveaux articles, et les commerçants à renouveler rapidement les stocks des marchandises qui sont destinées à être vendues dans un très court délai.

C'est encore dans l'industrie la découverte de nouveaux procédés de fabrication qui vient ruiner un établissement quelquefois récent, mais parfois aussi assis depuis longtemps, ou qui oblige pour le moins à rajeunir l'outillage.

Il y a, enfin, les exigences de la clientèle toujours avide de nouveauté. Le temps n'est plus où les petits commerçants et fabricants pouvaient, avec un modeste capital, satisfaire une clientèle dont les goûts ne changeaient pas.

A ces difficultés on peut ajouter une des grandes causes de gêne où se trouvent beaucoup de commerçants : c'est la négligence des acheteurs qui, souvent ne règlent pas immédiatement le montant de leurs achats. Les commerçants se plaignent souvent de cet état de choses qui les met dans une situation d'infériorité, à l'égard des grosses maisons où le paiement s'opère dès l'achat, ou bien qui peuvent mobiliser leurs créances par la création

d'effets de commerce qui sont escomptés par les maisons de banque. Les petits commerçants et industriels ne possèdent pas en temps voulu les fonds dont ils ont besoin pour effectuer leurs achats, et il n'est pas d'usage chez eux de se faire rembourser au moyen de lettres de change.

Telles sont les difficultés auxquelles sont condamnés les petits commerçants et industriels déjà établis et qui par le fait d'une situation bien assise, possèdent des fonds de roulement.

Mais bien plus grandes encore sont celles qu'éprouvent les débutants dont le seul achat du fonds de commerce ou d'industrie absorbe toutes les disponibilités. Il leur faut des fonds nouveaux. Pour s'en procurer, il paraît simple de recourir au nantissement, mais combien coûteuse est cette opération.

Au moment où la loi du 13 mars 1917 a été votée, la France était depuis près de trois ans en guerre. Tous les hommes à peu près valides étaient mobilisés. Par suite la vie commerciale était paralysée. Il fallait songer, surtout à ceux qui, la guerre terminée allaient retourner chez eux, pour y trouver leur industrie fermée, leurs boutiques désertées, leur capital diminué. Pour ces petits industriels et ces petits commerçants qui avaient tout abandonné en 1914 pour la défense du territoire, il fallait forger l'arme du crédit avant qu'ils ne revinsent des tranchées. C'est bien ce qu'avaient compris les législateurs.

Comme conséquence de cette guerre, le commerce et l'industrie subissent une effroyable crise actuelle. Pendant les hostilités et surtout après, toutes les marchandises et produits fabriqués n'ont cessé d'augmenter de prix dans des proportions énormes. Une campagne de

presse a incité les acheteurs à se restreindre. Le résultat ne s'est pas fait attendre. La mévente s'est produite. Les commerçants ont eu pourtant à payer leurs fournisseurs et leurs fabricants eux-mêmes atteints par la crise. Il a fallu attendre que revienne la clientèle et que celle-ci s'aperçoive que la baisse ne pouvait être brusque; or, pour attendre, il faut des fonds de roulements. Il est possible que pendant de nombreuses années encore, il y ait des reprises d'activité économique, suivies de nouvelles crises.

Ce qui justifie aussi l'intérêt que porte le législateur au petit commerce et à la petite industrie, c'est la part prépondérante qu'ils occupent dans la vie économique de la France. Bien que les statistiques fassent à peu près défaut parce que les commerçants sont jaloux de garder le secret de leurs affaires, on sait qu'avant la guerre sur 1200 millions d'exportations françaises en Grande-Bretagne, 800 millions étaient réalisés par la catégorie des commerçants et d'industriels en question.

II

NOS COMMERÇANTS ET NOS INDUSTRIELS TROUVENT-ILS FACILEMENT DU CREDIT ?

Il est certain que les grosses entreprises commerciales et industrielles ne manquent pas de crédit. Vendant à terme aux petits commerçants, elles possèdent du papier escomptable très recherché des banques. Leurs représentants sont connus. Leurs effets de commerce remplissent facilement les conditions nécessaires pour

être acceptés de la Banque de France. La grande industrie était, tout au moins avant la guerre de 1914, abondamment pourvue de capitaux. C'est ce qu'a prouvé une vaste enquête faite vers 1913 par une grande revue auprès des diverses branches de la production française. Les résultats de cette enquête ont été en parfait accord avec l'opinion de divers hommes d'Etat et d'économistes. M. Augagneur, alors député, pouvait même écrire « ce n'est pas le capital qui a manqué à l'industrie, mais plutôt l'industrie qui a manqué au capital ».

L'enquête a prouvé qu'il n'en est pas de même pour la petite industrie et le petit commerce. Les petits établissements ne peuvent pas mobiliser par des traites leurs créances sur les particuliers ou bien sont représentés par des personnes dont la signature n'est pas connue. Ce sont eux qui attendaient avec impatience la loi du 13 mars 1917. En France, les établissements de crédit auraient pu remédier à cette situation puisque dans aucun pays l'escompte qui procure le crédit n'est pratiqué à un taux aussi bas que par la Banque de France, mais notre organisation bancaire ne répondait pas aux besoins des petits commerçants et fabricants.

Tout d'abord la Banque de France qui, par la modicité du taux de son escompte, aurait dû attirer ces derniers, leur était fermée. Les règlements de cet établissement ne lui permettent d'escompter que du papier de commerce portant trois signatures. Dès le début de sa fondation et pendant de longues années ensuite, les commerçants recoururent aux banques privées locales qui escomptaient le papier commercial à un taux assez élevé. Ces banques privées réescomp-

taient à un taux plus bas le même papier à la Banque de France. C'étaient donc les banquiers et non les commerçants qui profitaient du taux d'escompte avantageux.

La Banque de France avait amélioré ce système trop rigide. Elle avait permis de remplacer l'une des signatures par la remise en garantie de valeurs mobilières déterminées. Elle avait admis aussi à l'escompte les warrants munis de deux signatures seulement.

Dans les dernières années qui ont précédé la guerre, les effets sur l'étranger tirés pour recouvrer le montant des exportations françaises ont été admis au bénéfice de l'escompte aux mêmes conditions de taux et d'échéance qu'en France.

Ces mesures avaient eu d'heureux effets sur l'escompte des petits effets de commerce. Ainsi sur le total des effets escomptés en 1897, le pourcentage des effets de 100 francs et de moins de 100 francs était de 33 0/0. En 1913, ce chiffre était de 50 0/0. Bien que ces effets fussent peut-être créés par les grosses maisons, il semble que la Banque de France se rapprochait du moyen commerce et de la moyenne industrie que favorise la loi nouvelle.

Depuis la création de la Banque de France, des établissements de crédit qui sont devenus rapidement très puissants se sont établis à Paris et ont rayonné dans toute la France. On peut juger de l'importance de l'un d'eux, la « Société Générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France », fondé en 1864 qui, en 1920, possédait 59 succursales à Paris, 39 agences dans la banlieue, environ 780 bureaux en province et de nombreuses agences en

Afrique et partout à l'étranger, avec plusieurs banques affiliées en France et à l'étranger.

Ces maisons ont-elles apporté à la catégorie de commerçants et d'industriels qui nous intéressent le crédit que la Banque de France ne pouvait leur procurer ?

Elles ont, par l'accroissement de leur nombre et la concurrence qui en est résultée, contribué à abaisser le taux d'intérêt des prêts d'argent. Il est non moins certain qu'elles ont escompté sur une large échelle le papier de commerce et procuré à l'industrie et au commerce le capital de roulement nécessaire. En 1880, le nombre d'effets entrés en portefeuille était de 4608 pour le Crédit Lyonnais et de 4810 pour la Société Générale. En 1908, ces chiffres étaient déjà de 20.166 pour le Crédit Lyonnais et de 62.449 pour la Société Générale. Mais on peut dire de ces grands établissements qu'à l'imitation de la Banque de France, ils ont procuré le crédit aux grandes maisons et que le petit commerce et la petite industrie n'en ont pas profité.

D'ailleurs, les sociétés de crédit ne sauraient s'intéresser à des œuvres de longue haleine. Elles ne peuvent prêter qu'à court terme, leurs principales ressources provenant des dépôts des clients lesquels peuvent être retirés à vue. Elles ne peuvent immobiliser leurs capitaux pour en faire profiter les petites entreprises.

Ce qu'a voulu inaugurer la loi du 13 mars 1917, c'est le crédit personnel au commerçant, le crédit accordé en considération, des garanties de dignité et de solvabilité de l'emprunteur. « Le projet de loi », disait au Sénat M. Codet, le rapporteur de la Commission spéciale, dans la séance du 30 janvier 1917,

« s'adresse non pas à ceux qui ont des titres en dépôt
« ou qui peuvent offrir des garanties hypothécaires,
« mais à ceux qui n'offrent comme garantie que leur
« intelligence et leur honorabilité ». Pour réaliser le
but poursuivi le prêteur doit avoir une connaissance
personnelle du client. Or, les sociétés de crédit avec
leur fonctionnement ne répondent pas à ce but. Elles
sont de véritables administrations, ayant à la tête de
chaque succursale un directeur que l'on déplacera
quand il connaîtra bien les habitués de son établisse-
ment, et qui ne pourra en faveur d'un commerçant
digne d'intérêt, se soustraire aux règlements élaborés
pour toute la France.

Ne pouvant immobiliser leur fonds, vu leur caractè-
re de banques de dépôts, elles procèdent à des
grosses émissions de titres, très avantageuses. Elles
s'intéressent aux émissions des titres de fonds d'Etat,
du Crédit Foncier et autres, et de la grande industrie,
faciles à placer. Et c'est un des principaux reproches
qui leur est adressé par leurs adversaires que d'avoir
drainé vers l'étranger les milliards de l'économie fran-
çaise au détriment de nos industries, d'avoir placé à
l'étranger avant 1914 plus de 30 milliards, alors que
leurs émissions de valeurs françaises n'atteignaient que
6 milliards sur lesquels un seul milliard intéressait
l'industrie française. Les sociétés de crédit délaissent
les petites affaires qui donnent beaucoup de peine et
trouvent difficilement emploi.

On peut dire que « les établissements de crédit
« fournissent largement le crédit à court terme aux
« maisons de grande et moyenne importance ; mais ils
« accordent rarement le crédit exclusivement person-
« nel, le crédit de confiance que mérite cependant une

« certaine catégorie de petits commerçants ou artisans » (1) et qu'a eu en vue la loi de 1917 en créant les banques populaires.

Une dernière ressource réside dans le banquier local. Celui-ci est près de ses clients, il les connaît bien. Il est celui qui pourrait le mieux venir en aide aux commerçants et aux industriels. Et, en effet, avant l'éclosion des grandes banques, le banquier régional était en relations suivies avec les industriels de sa région. Il faisait des avances à ceux qui étaient dignes de confiance. Banquier et industriel se connaissaient. Chacun savait la confiance qu'on pouvait avoir l'un dans l'autre.

Les grands établissements sont nés et l'ont écrasé ; les banques locales ont dû disparaître ou ont été absorbées par de plus grandes sociétés. Celles qui ont subsisté ont de la peine à vivre. On cite cependant des banques de l'Est et du Sud-Est de la France qui ont accru leur activité pour le plus grand bien de la vie économique. Il semble même qu'avant 1914 de nombreuses banques locales étaient en formation. En 1901, 57 banques en France où en Algérie publiaient leur bilan au moins une fois par an. En 1911, on en comptait 103. Dans une étude parue en 1909 dans la revue politique et parlementaire, M. de Romeuf a démontré que la disparition des banques locales était une des causes de la crise par laquelle passe la viticulture française. Jadis, les banques privées dirigées par des hommes très versés dans la question des vins s'y intéressaient en commanditant les maisons de com-

(1). — Avis présenté par M. Perchot, sur le projet de loi au nom de la Commission des Finances du Sénat, 3 juin 1915, n° 195.

merce qui leur paraissaient offrir des garanties. Ces maisons pouvaient alors constituer des stocks en achetant directement les vins à la propriété, servaient de régulateurs de cours et devenaient les auxiliaires naturels des récoltants.

Les banques locales qui prospèrent aujourd'hui sont malheureusement un fait rare. En général, elles manquent de fonds. La clientèle riche se porte vers les grands établissements.

En France, il existe plus d'un millier de banques privées, dont 400 environ sont syndiquées. Dans certains de ces établissements le grand commerce et la grande industrie qui ont des garanties sérieuses à offrir peuvent trouver facilement du crédit au moyen de l'escompte, mais les petits commerçants et les petits industriels qui ne possèdent pas les mêmes garanties ne trouvent pas le crédit auquel ils auraient droit ou s'ils le trouvent, c'est à des prix exorbitants.

Telle était la situation au point de vue des facilités de crédit, lorsque la loi du 13 mars 1917 a été votée.

M. Perchot (1) résumait ainsi les lacunes de notre organisation de crédit :

1° Insuffisance d'organisation dans la distribution du crédit à long terme aux moyennes et petites entreprises, notamment en ce qui touche l'émission et le placement des valeurs industrielles.

2° Absence presque complète d'organisation dans la distribution du crédit personnel aux petits producteurs et petits commerçants.

(1). — Avis présenté au nom de la Commission des finances du Sénat. Déjà cité.

III

LE CREDIT POPULAIRE EN FRANCE AVANT LA LOI DU 13 MARS 1917

Malgré le retard apporté par le législateur pour organiser en France le crédit populaire, l'idée du crédit mutuel n'est pas nouvelle chez nous.

En 1830, une banque populaire fut formée à Limoges, la « Banque de Secours » ; en 1848, fut fondée à Cognac la « Caisse Fraternelle du petit commerce ». En 1849, ce fut le tour de la banque d'échange « Bonnard », de Marseille ; en 1857, de la « Banque de Solidarité » commerciale qui servit de modèle à de très nombreuses sociétés de crédit populaire à Paris et en province. Ces sociétés, qui comprenaient peu de membres, recevaient les épargnes des sociétaires et leur consentaient des petits prêts à courte échéance. Ces sociétés disparurent ou se transformèrent en coopératives de production. La « Banque de Solidarité » fondée en 1857 fut appelée société mère du Crédit mutuel.

Le crédit au travail fut créé à Paris par Beluze en 1863. Son but était le crédit aux coopératives de production. Il se perdit par l'abus de la commandite.

Diverses autres institutions se fondèrent dans le même but notamment la « Caisse d'Escompte des Associations populaires » créée en 1865 par l'économiste Léon Walras ; la « Caisse des Associations coopératives », en 1866, sur l'initiative de Napoléon III ; le « Comptoir de Crédit mutuel », fondé en 1867, la « Caisse centrale populaire » en 1867, le « Crédit coopératif français », la « Banque du qua-

trième Etat » qui toutes eurent le même sort. Deux seules institutions, parmi celles créées pour accorder le crédit aux coopératives de production survécurent : 1° La « Banque coopérative des sociétés ouvrières de production », créée en 1893. — 2° Et la « Banque coopérative des associations ouvrières de production », organisée en 1894. Il convient de dire qu'elles subsistèrent grâce à une gestion très prudente.

En ce qui concerne l'histoire des banques populaires proprement dites, on peut la diviser comme suit :

De 1864 à 1876, quelques-unes se fondèrent qui disparurent pour la plupart.

De 1878 à 1884, un religieux Ludovic de Besse créa 18 banques populaires qui disparurent peu à peu à cause de leur caractère philanthropique qui donna lieu à bien des abus.

Depuis 1844, quelques banques susceptibles de prospérer se créèrent. Au total, il fut fondé 75 banques dont il ne restait plus en 1911 qu'une vingtaine ainsi réparties : 5 dans le département des Alpes-Maritimes (1).

2 dans les Bouches-du-Rhône ;

1 dans la Côte d'Or ;

1 dans le Finistère ;

1 dans la Haute-Garonne ;

1 dans la Loire ;

(1). — L'une d'elle était la banque populaire la plus importante de celles créées en France : la Banque Populaire de Menton, fondée en 1883 et réorganisée par M. Rayneri, son directeur, en 1910, époque à laquelle elle comptait un capital de 6.006.700 francs. Elle a fondé elle-même les banques populaires de Nice et d'Antibes et 35 Caisses agricoles.

- 1 dans le Morbihan : la Banque Populaire de Lorient, créée en 1898, qui opère en ce moment sa fusion avec une banque populaire créée sous le régime de la loi du 13 mars 1917, sous l'impulsion de M. Marcesche, président de la Chambre de Commerce du Morbihan ;
- 2 dans le Rhône, à Lyon ;
- 1 dans la Saône-et-Loire ;
- 2 à Paris ;
- 1 dans la Seine-Inférieure (au Havre) ;
- 1 à Limoges ;
- 1 à Alger.

L'une de ces banques est, à Paris, la « Banque coopérative des Associations ouvrières de production » fondée le 27 juin 1893 sur l'initiative de la chambre consultative des Associations ouvrières de production. Elle a dû sa prospérité à une méthode et à une direction nouvelles. Elle a réduit la durée de l'escompte. Et c'est elle qui répartit les subventions de l'Etat aux coopératives. Elle possède une section à Lyon, dite du Sud-Est.

Ces diverses banques sont, en général, affiliées à de grandes fédérations qui englobent d'autres institutions similaires :

D'abord le « centre fédératif du Crédit Populaire » en France, fondé à Menton en 1889 et qui groupe, avec les banques populaires, un grand nombre de caisses locales et régionales de crédit agricole. En 1911, 15 banques populaires, 1100 sociétés agricoles locales et 46 caisses régionales de crédit agricole, ensemble 1165 sociétés y étaient affiliées.

Puis l'« Union des Caisses rurales et ouvrières françaises à responsabilité illimitée » qui a rendu les

plus grands services principalement aux agriculteurs, sous l'influence de M. Durand, avocat à Lyon.

Ces tentatives privées, très louables, sont restées rares, à la différence de ce qui s'est passé chez nos voisins italiens et allemands.

Quelles sont les causes de cet insuccès ? Pour les uns, cela tiendrait à notre tempérament national peu enclin à l'association, et à la situation économique de la France où l'argent est abondant et divisé et où les besoins sont, par suite moins pressants.

Pour d'autres, ce serait l'abus des prêts à long terme, le contrôle insuffisant des opérations, l'insolvabilité des débiteurs.

Tous s'accordent à dire que les banques populaires ont été dirigées par des personnes ayant plus de bonne volonté que de compétence et de clairvoyance.

L'initiative privée ayant été insuffisante, l'Etat s'est enfin décidé à intervenir. La première loi qui a créé en France le crédit basé sur la mutualité est celle qui a pour but d'organiser le crédit agricole.

LE CRÉDIT AGRICOLE

M. Méline avait déposé en 1890 à la Chambre des Députés, une proposition de loi qui avait pour but de créer non seulement le crédit agricole, mais le crédit populaire pour toutes les industries. La Chambre des Députés l'avait acceptée, le 29 avril 1893, mais le Sénat l'avait démembrée pour organiser seulement par la loi du 5 novembre 1894 le crédit agricole. C'était aussi la réforme la plus urgente.

La loi de 1894 a été complétée par celle du 31

mars 1899. Actuellement, le crédit agricole est régi par la loi du 5 août 1920, qui a abrogé toutes les lois antérieures.

Les lois de 1894 et 1899 et celles qui les ont suivies ont appliqué le principe du crédit dit « par en bas », c'est-à-dire par des institutions locales auxquelles se superposent des institutions régionales.

Les caisses locales organisées par ces lois étaient constituées par les membres des syndicats professionnels agricoles ou par ceux des sociétés d'assurances mutuelles agricoles. Leur objet exclusif était de faciliter les opérations concernant l'industrie agricole, notamment en accordant à leurs adhérents des prêts à court terme, en apposant leur signature sur les effets souscrits par eux pour les présenter à l'escompte des caisses agricoles et en consentant des prêts à long terme destinés à faciliter l'acquisition et la transformation des petites propriétés rurales. Leur capital formé des souscriptions d'actions constituées par leurs membres devait être versé pour au moins un quart.

Au-dessus des caisses locales on trouvait des caisses régionales instituées par la loi du 31 mars 1899. Leur but était de faciliter les opérations concernant l'industrie agricole effectuées par les membres des sociétés locales et garanties par celles-ci. Elles escomptaient les effets souscrits par les mêmes membres.

La même loi avait permis au Gouvernement d'attribuer à titre d'avances remboursables sans intérêts à ces sociétés régionales l'avance de 40 millions et la redevance annuelle à verser au Trésor par la Banque de France en vertu de la convention du 31 octobre 1896.

D'autre part, la loi du 21 décembre 1906 avait organisé les prêts à long terme pour les coopératives

d'une durée maximum de 25 ans ; les lois du 18 juillet 1898 et du 30 avril 1906, le prêt sur gages ; la loi du 18 mars 1910, les prêts individuels à long terme d'une durée de 15 à 20 ans et d'un maximum de 8.000 francs.

Ainsi, en ce qui concerne l'agriculture, le crédit à court terme et à long terme était en plein fonctionnement. Moins de vingt ans après le vote de la première loi (1894), plusieurs centaines de millions avaient été mis à la disposition des agriculteurs.

La loi du 5 août 1920, suivi du décret du 11 février 1921 a réorganisé le crédit agricole sans en changer le principe.

LE CRÉDIT MARITIME

Le crédit maritime mutuel a été organisé sur les mêmes bases que le crédit agricole par les lois des 23 avril 1906, 18 juin 1909 et 25 mars 1910, en vue de venir en aide aux pêcheurs et de leur faciliter au moyen de prêts, l'exercice de leur profession.

La loi du 4 décembre 1913 a abrogé toutes ces lois et réorganisé le crédit maritime qui comprend des caisses locales et des caisses régionales, fonctionnant comme les caisses agricoles.

IV

LE CREDIT MUTUEL POPULAIRE A L'ETRANGER

La France est une des grandes nations qui ont le plus tardé à entrer dans la voie du crédit populaire. Aussi n'est-il pas inutile de jeter un coup d'œil sur l'or-

ganisation des nations étrangères, et principalement de celles qui nous voient.

Des études très complètes faites par la Commission de la Réforme bancaire dont il va être question prochainement, ont démontré que si presque tous les pays possèdent des institutions de crédit agricole, le crédit mutuel urbain ne fonctionne que dans quelques-uns d'entre eux, où d'ailleurs il a pris une extension étonnante. C'est le cas de l'Autriche, de la Belgique, du Japon, de la Russie, de la Suisse et de la Suède, mais surtout de l'Allemagne et de l'Italie.

En Allemagne, les institutions de crédit populaire se rattachent à deux types différents.

Les Banques populaires Schulze-Delitzsch, d'une part, fondées en 1850, recrutant leurs adhérents surtout dans les populations des villes ont un capital constitué par des parts sociales souscrites par les associés et pouvant atteindre 6.000 marks. La responsabilité des actionnaires est, en général, limitée au montant des parts ou à une somme déterminée par les statuts. Les bénéfices sont répartis sous forme de dividende aux actionnaires.

D'autre part, les caisses Raiffeisen et les caisses Haas, créées les premières en 1849 et les secondes en 1847 s'adressent à la clientèle rurale. Des parts sociales, en général peu élevées, (10 marks) forment leur capital. Leurs adhérents sont souvent unis par une solidarité illimitée. Les sociétaires des caisses Raiffeisen ne perçoivent jamais de dividendes. Les bénéfices passent aux réserves, au contraire, les caisses Haas répartissent une partie de leurs bénéfices.

Le caractère commun de ces deux types est de ne faire d'avances qu'à leurs membres,

Les associations Schulze-Delitzsch sont des banques de prêt et d'escompte. Elles font des avances pour des périodes déterminées moyennant des garanties consistant en cautions, valeurs mobilières, créances sûres, rarement en hypothèques.

Les caisses Raiffeisen se proposent un but moral. Elles visent à l'amélioration matérielle de leurs membres. De plus, s'adressant aux paysans, elles consentent des prêts à long terme et admettent le prêt hypothécaire.

En 1909, il y avait 14.596 associations rurales groupant 1.390.000 membres et 2.045 urbaines groupant 970.000 membres.

Ces associations sont affiliées à des fédérations dont les plus importantes sont :

1° La Fédération générale des associations coopératives allemandes de crédit, de production et de consommation (Allgemeiner Verband) groupant principalement les associations Schulze-Delitzsch.

2° La Fédération d'Empire (Reichsverband) des associations coopératives agricoles.

L'Etat prussien s'est intéressé à cette œuvre si féconde, due uniquement à l'initiative privée. Une loi du 31 juillet 1895 a créé la « Caisse Centrale prussienne des Associations coopératives », placée sous le contrôle de l'Etat et dont l'objet est d'équilibrer les excédents de ressources de certaines associations et les besoins de crédit des autres. En effet, on avait constaté que, malgré la puissance de leur organisation, les fédérations ne pouvaient satisfaire toutes les demandes de prêts et que le taux des intérêts variait de 3 à 8 0/0 d'une association à une autre.

Presque toutes les fédérations protestent contre les tendances dominatrices de la Caisse Centrale. Seule la

Fédération principale des sociétés coopératives agricoles (Haupt Verband) qui, d'ailleurs, lui doit sa naissance, entretient avec elle des relations cordiales. Sous sa direction, le taux des intérêts s'est abaissé à 3 ou 4 0/0 au lieu de 3 à 8 0/0.

L'Italie possède aussi des institutions de crédit populaire très prospères. Sous l'initiative de M. Luzzatti qui fit connaître l'œuvre de l'Allemagne, des banques se créèrent sur le modèle des banques Schulze-Delitzsch. La première fondée fut la Banque Populaire de Milan, en 1865. Des caisses rurales commencèrent à se former sous l'influence de M. Wollemborg pour faciliter le crédit aux agriculteurs. Toutes ces sociétés sont groupées et ont reçu des encouragements de l'État.

En Autriche, en Hongrie, en Belgique, on trouve des associations de crédit rurales.

Le Japon possède lui-même des associations de crédit très prospères instituées en faveur de l'Agriculture de la pêche, du commerce et de l'industrie. Le vicomte Shimagawa qui fut ministre du Japon à Berlin, et le vicomte Hirata, tous deux plus tard ministres de l'intérieur qui avaient été heureusement impressionnés durant leur séjour en Allemagne par la perfection des organisations allemandes firent voter à partir de 1896 les lois favorables à ces institutions, basées toujours sur le principe de la mutualité et à trois échelons : les caisses locales, les fédérations, et l'« Association Centrale des Coopératives de Crédit ».

V

ORIGINE DE LA LOI DU 13 MARS 1917

Ainsi partout fonctionne le crédit agricole, basé sur la coopération. Notre pays lui-même, bien que tardi-

vement, a été doté d'institutions qui, dès le début firent preuve d'une grande vitalité.

Dans beaucoup de pays, et surtout en Allemagne fonctionne également le crédit mutuel urbain.

En France, depuis longtemps le petit commerce et la petite industrie se plaignaient vivement et essayaient d'attirer l'attention du Parlement sur les difficultés qu'ils avaient à trouver le crédit nécessaire pour développer leurs opérations. Nous savons comment du projet Méline de 1890, il ne sortit que l'organisation du crédit rural.

Des groupements et des congrès professionnels émettaient, à Paris et en province des vœux réclamant l'intervention du Parlement.

Le congrès des chambres syndicales commerciales et industrielles de France et des chambres de commerce françaises à l'étranger, réuni à Paris, demandait, en 1910 que « la loi accorda autant de facilités aux « commerçants et aux industriels de toute profession, « qu'aux agriculteurs et aux marins pour la formation « et le fonctionnement des sociétés de crédit mutuel ».

Les groupements politiques eux-mêmes exprimaient les mêmes opinions.

Les économistes protestaient contre la parcimonie avec laquelle on distribuait le crédit à long terme.

Le congrès national pour la défense et le développement du commerce extérieur réclamait en 1912, la création d'une « Banque française pour faciliter le crédit au commerce extérieur ».

Les chambres de commerce se prononçaient dans le même sens.

De nombreux projets relatifs à une organisation meilleure du crédit, dûs à l'initiative privée surgissaient.

C'étaient ceux de MM. Audin, Grizard, Guret, Gavelle, Verberchmoes, Garreau et Bernardin.

Enfin, le Parlement était saisi de propositions de loi. C'est ainsi que le 15 avril 1907, M. Codet, député, déposait à la Chambre une proposition de loi ayant pour objet l'extension du crédit mutuel au commerce et à l'industrie et aux sociétés coopératives. Elu sénateur, il renouvelait la proposition au Sénat le 17 novembre 1910.

Deux autres propositions tendant au même but furent déposées à la Chambre des Députés : celle de M. Chaulet en 1911, celle de M. Siegfried en 1912.

Dans diverses circonstances le Gouvernement avait affirmé la nécessité de l'organisation du Crédit industriel et commercial sur le modèle du crédit agricole. En 1911, le nouveau Gouvernement inscrivait la question dans son programme.

On allait enfin entrer dans la voie des réalisations. Le 13 mai 1911, le ministre des Finances, M. Caillaux faisait signer par le Président de la République un décret instituant à son ministère une commission qui étudierait l'organisation bancaire en France et rechercherait les possibilités de la compléter en offrant des facilités plus grandes de crédit au moyen et au petit commerce, à la moyenne et à la petite industrie.

La commission, nommée le 1er juin 1911 était placée sous la présidence du Ministre. Elle comprenait, outre le Directeur de la Banque de France, diverses personnalités que leur situation ou leur compétence désignait particulièrement pour cette question.

La commission se réunit le 24 juillet suivant sous la présidence de M. Klotz, Ministre des Finances. Elle se divisa en trois sous-commissions :

La première, présidée par M. le doyen de la Faculté de Droit de Paris, M. Cauves, devait étudier l'organisation bancaire et déterminer ses lacunes.

La deuxième devait faire une étude comparative des diverses institutions de crédit populaire et collectif ayant fonctionné et fonctionnant en France et à l'étranger.

La troisième avait pour tâche de tracer un programme d'exécution par la mise au point et la fusion des divers projets présentés.

Trois rapports furent rédigés. Dans sa séance du 5 juin 1912, la Commission discuta et adopta les conclusions de ces rapports.

Nous avons vu que M. Jean Codet avait déposé sur le bureau du Sénat, en 1910, une proposition relative à l'application du crédit mutuel aux ouvriers fabricants, ainsi qu'aux coopératives. Cette proposition avait fait l'objet d'un rapport le 9 juin 1911 dressé par l'auteur lui-même.

Cette proposition organisait le crédit mutuel sur les principes sur lesquels reposait le crédit agricole, c'est-à-dire : à la base, la société locale en relation directe avec l'emprunteur ; au-dessus, la société régionale escomptant les lettres de change, joignant sa signature à celle de la société locale et à celle de l'emprunteur pour rendre les effets de commerce bancables.

La proposition innovait par la création de la « Banque centrale du Crédit Mutuel » devant remplir le rôle de la « Caisse prussienne » fondée en 1895 pour servir de chambre de compensation aux caisses régionales.

En résumé, c'était l'organisation du crédit populaire suivant le système allemand : les sociétés locales, les fédérations, la caisse centrale.

La proposition Codet, inscrite à l'ordre du jour du

Sénat allait être discutée. Elle en fut retirée le 19 janvier 1912 par l'intermédiaire du ministre du Travail sur la demande du Gouvernement qui annonçait le dépôt d'un projet de loi sur la même question.

C'est en s'inspirant des conclusions de la Commission bancaire instituée par M. Caillaux que fut établi le projet du Gouvernement.

VI

PROJET DU GOUVERNEMENT

Le projet du Gouvernement fut l'objet d'un premier rapport présenté par M. Landry, député, au nom de la commission du Commerce et de l'Industrie de la Chambre des députés. Il visait à remédier à deux lacunes :

1o) à l'absence complète du crédit personnel à court terme aux petits producteurs et petits commerçants.

2o) à l'insuffisance de crédit à long terme pour les entreprises industrielles et commerciales moyennes.

Le système proposé rompait délibérément avec le système appliqué pour le crédit agricole. Il tendait à créer au moyen d'organismes nouveaux le crédit à court terme et le crédit à long terme, crédit qui serait accordé ou refusé à chacun suivant qu'il en paraîtrait digne ou non.

Dans ce but le système du gouvernement prévoyait quatre organismes :

D'une part, les sociétés de caution mutuelle et les banques populaires distribuant le crédit à court terme.

D'autre part, un établissement central et des banques auxiliaires accordant le crédit à long terme.

A la base, les sociétés de caution mutuelle qui,

constituées par des commerçants et industriels « auront
« pour objet exclusif l'endos et l'aval des effets de
« commerce et billets créés, souscrits et endossés par
« leurs membres à raison de leurs opérations profes-
« sionnelles ».

Ces effets endossés par les sociétés de caution mutuelle pourront être présentés soit aux banques ordinaires, soit plutôt aux banques populaires créées en vertu de la loi nouvelle pour faciliter les opérations des sociétés de caution mutuelle.

Les sociétés de caution mutuelle et les banques populaires ne seront pas assujetties aux formalités de publicité ordinaires de la loi du 24 juillet 1867 et elles jouiront en outre de diverses immunités fiscales.

L'Etablissement central sera appelé le « Crédit Industriel de France ». Il accordera le crédit à long terme. Pour fonctionner il émettra des obligations qui pourront comme celles du Crédit Foncier être acquises par le public.

Les banques auxiliaires appelées : « banques de participation industrielles et commerciales » pourront procurer des capitaux aux commerçants et industriels français soit en souscrivant des actions, obligations ou parts commanditaires, soit en consentant des prêts à plus de deux ans d'échéance ou en cautionnant des emprunts d'une durée au moins égale.

Tel était le projet du Gouvernement qui avait été l'objet le 6 mars 1913 du rapport Landry.

Ce projet jugé incomplet par la commission du commerce et de l'industrie de la Chambre des Députés en ce qui concerne le crédit à l'exportation n'avait fait l'objet de la part de cette commission que de retouches du texte, car on était pressé d'en faire profiter le

plus tôt possible le petit commerce et la petite industrie.

Avant la discussion du projet par la Chambre, la Commission du Commerce et de l'Industrie avait modifié son texte. Elle y était conviée pour défendre son œuvre contre l'auteur d'une proposition (Edouard Agostini) et contre un comité de propagande qui avait résolu de tenter la création d'un Etablissement unique appelé Crédit national coopératif de France qui dispenserait le crédit à court terme et le crédit à long terme aux industriels, aux commerçants et aux agriculteurs en tant que ceux-ci peuvent se livrer à des opérations industrielles. La proposition Agostini, certes ingénieuse, était cependant pleine de périls.

C'est pourquoi la commission avait décidé de ne pas entrer dans la voie que lui traçait M. Agostini.

D'autre part, la commission avait modifié son texte au moyen d'amendements présentés par des personnalités compétentes en matière de crédit populaire et notamment par M. Boutaud, député de la Haute-Loire, fondateur de la caisse du Crédit Commercial et Industriel du Puy, par M. Gavelle, industriel et par M. Sayous, directeur des services économiques de la Fédération des industriels et commerçants français.

Un deuxième rapport rédigé par M. Landry fut déposé le 27 novembre 1913.

Le projet de loi ainsi rectifié fut ensuite discuté et adopté par la Chambre des Députés dans ses séances des 6, 18 et 19 mars 1914.

Le projet parvint au Sénat le 27 mars 1914. Il fut l'objet d'un premier rapport le 29 janvier 1915 par M. Jean Codet, auteur des propositions de 1907 et 1910 au nom de la commission spéciale du Sénat chargée

de l'étudier. Cette dernière commission regretta l'abandon des principes qui avaient fait la force du Crédit agricole en France et du crédit mutuel en général, établi à l'étranger, savoir de l'organisation du crédit populaire au moyen de Caisses locales, de caisses régionales et d'une Caisse centrale destinée à uniformiser le taux de l'intérêt et à servir de Chambre de compensation, telle que l'avait prévu la proposition Codet. Néanmoins dans le but d'aller vite le projet ne fut pas modifié, la commission se proposant de revenir sur la question des caisses régionales dès que le Parlement aurait repris à la fin de la guerre le cours normal de ses travaux.

La commission des Finances du Sénat fut ensuite appelée à donner son avis sur le projet adopté par la Chambre, en raison principalement de ce qu'il intéressait les finances publiques par le bénéfice des immunités fiscales accordées aux établissements à créer et des avances de l'Etat à leur faire. Un rapport fut déposé au nom de cette commission par M. Perchot, sénateur, le 3 juin 1915.

Après avoir constaté que le crédit commercial avait un caractère plus personnel que le crédit agricole et que s'il était facile d'apprécier la solvabilité d'un cultivateur dont le crédit repose sur des bases réelles, sur des terres, des bestiaux, et sur des produits d'un écoulement certain, il en était autrement pour les commerçants dont les garanties sont moins visibles et plus incertaines et que, par suite, il ne convenait pas que l'organisation du crédit commercial fut calquée sur celle du crédit agricole, le rapport approuva la constitution des sociétés de caution mutuelle et des banques populaires.

La même commission des finances estima que le

système proposé par le Gouvernement et la Chambre des Députés ne présentait pas au point de vue du crédit à long terme des garanties suffisantes pour assurer la garantie des capitaux prêtés. Les garanties offertes par les emprunteurs auraient été, soit des usines sujettes en cas de liquidation à une forte dépréciation, soit des marchandises pouvant n'atteindre en cas de réalisation forcée qu'une minime partie de l'estimation de l'inventaire, soit des brevets ou marques de fabrique susceptibles de perdre toute leur valeur par la découverte de nombreux procédés de fabrication.

De plus, la commission pensa qu'avec l'organisation projetée le crédit de l'Etat était exposé à jouer pour des sommes considérables et sans limite.

Comme en la matière il s'agissait d'innover entièrement et qu'aucun précédent en France et à l'étranger n'existait pour assurer de la bonne marche des organismes à créer, la commission jugea qu'il y avait lieu de procéder à une nouvelle étude de la question.

Pour ne pas retarder le vote de la loi, la commission proposa l'ajournement des titres III et IV relatifs au crédit à long terme.

Après de nouvelles discussions au sein des deux commissions du Sénat au cours desquelles la Commission spéciale émit l'idée qui ne fut pas adoptée, de créer, avec des banques populaires :

1° Des banques régionales qui rempliraient le même rôle que les Caisses régionales pour le crédit agricole et maritime, et qui ne différeraient des banques populaires que par le nom.

2° Une banque centrale de crédit mutuel dont le rôle principal serait d'unifier le taux de l'intérêt des prêts et « d'équilibrer les besoins de crédit de certai-

« nes caisses par les excédents de disponibilités de « certaines autres » (1), le projet fut discuté et adopté par le Sénat dans ses séances des 30 janvier et premier février 1917.

Après un nouveau rapport dressé par M. Landry au nom de la Commission de Commerce et de l'Industrie de la Chambre des Députés le 13 février 1917 et un avis présenté par M. Louis Dubois au nom de la commission du budget de la Chambre des Députés, le projet fut voté par la Chambre et devint la loi du 13 mars 1917.

De tout ce qui précède, il résulte que la loi nouvelle n'institue que le *crédit à court terme* au moyen de deux organismes basés sur la mutualité.

Les sociétés de caution mutuelle d'une part. Et les banques populaires, d'autre part.

Que doit-on entendre par *crédit à court terme* ?

La loi ne le dit pas, mais on peut croire que l'intention du législateur a été de le fixer à une durée maximum d'un an, puisque le titre III du projet qui organisait le *crédit à long terme* et qui en a été dissocié par le Sénat prévoyait dans son article 15 que la durée des prêts à long terme serait d'un an au moins et de vingt cinq ans au plus.

VII

GENERALITES SUR LA LOI

1° LES SOCIETES DE CAUTION MUTUELLE

Les sociétés de caution mutuelle constituent le premier organisme de ce vaste projet élaboré par la Commission de la Réforme bancaire.

(1) — 2° Rapport supplémentaire Codet du 24 février 1916

Elles ne font pas d'opérations de crédit, c'est-à-dire elles ne sont pas des banques.

Leur objet exclusif est d'avaliser ou d'endosser les effets de commerce et billets créés, souscrits ou endossés par leurs membres à raison de leurs opérations professionnelles. (Art. 2 de la loi du 13 mars 1917).

Les deux procédés ne sont pas identiques.

« Au lieu que, dans le cas de l'aval, la société de
« caution mutuelle se bornera à donner sa garantie au
« sens propre de l'expression, dans l'autre cas, les
« effets, les billets seront d'abord créés au nom de la
« société de caution mutuelle, souscrits ou endossés à
« celle-ci pour être ensuite endossés par elle au tiers,
« en général, un établissement de crédit par qui le
« sociétaire cherche à faire escompter ou recevoir son
« papier. Mais, par l'une ou par l'autre méthode on
« arrivera au même résultat, à savoir permettre au
« sociétaire de faire escompter son papier plus facile-
« ment ou de le faire recevoir plus facilement en
« paiement ». (1)

Ainsi, les sociétés de caution mutuelle ne fournissent pas le crédit. Elles le renforcent, et comme leur nom l'indique, elles garantissent les engagements individuels des sociétaires au moyen d'un aval ou d'un endos. Elles facilitent l'entrée à la Banque de France des billets portant les signatures du tireur et du tiré auxquelles vient s'ajouter celle de la société.

Les sociétés de caution mutuelle n'ont donc pas besoin de forts capitaux pour leurs opérations. Elles ne font ni avances ni escompte.

(1). — 1er Rapport Landry du 6 mars 1913, p. 75

2° LES BANQUES POPULAIRES

Ce sont elles qui sont appelées à jouer le principal rôle dans l'organisation nouvelle. Il est même probable qu'elles suffiront à elles seules à créer le crédit populaire.

Sans elles, les sociétés de caution mutuelle sont vouées à un insuccès. Il faut que les membres de ces dernières trouvent du crédit dans des établissements créés spécialement pour leur fournir des fonds à un taux modéré. Aussi ces établissements que la loi appelle « banques populaires » seront constitués, comme d'ailleurs les sociétés de caution mutuelle, sous le régime coopératif.

Les banques populaires seront de véritables banques, faisant à peu près toutes les opérations des grands établissements de crédit. A la question posée par lui-même au Sénat (Séance du 1^{er} février 1917) : « Qu'est-ce qu'une banque populaire ? », M. Perchot, rapporteur de la Commission répondit : « C'est une banque comme une autre, mais qui est fondée sur le principe de la mutualité, qui travaille exclusivement dans l'intérêt de ses adhérents, répartit entre eux tous ses bénéfices au-delà d'une certaine rémunération accordée au capital et limite la nature de ses opérations ».

A la différence des établissements de crédit, les banques populaires présenteront un caractère de désintéressement qui permettra aux commerçants et aux industriels de trouver des prêts à un taux relativement bas. Cependant, les banques populaires ne sont pas des œuvres de bienfaisance. D'après Schulze Delitzsch, « une banque populaire qui veut s'assurer un avenir

« durable, doit avoir soin de repousser toute apparence
« d'institution de bienfaisance. Sa mission n'est pas de
« distribuer des secours aux indigents, mais de prote-
« ger contre l'indigence. Elle n'est pas un hospice d'in-
« curables, mais une institution d'hygiène économi-
« que ». (1).

Pourquoi a-t-on créé les sociétés de caution mutuelle
et les banques populaires sur le principe de la mutua-
lité.

En voici les raisons, exposées (2), par M. Codet :

1° Parce que les banques mutuelles font des œuvres,
et non des affaires.

2° Parce que les bénéfices sont, dans ce cas, pour
les clients, c'est-à-dire pour les emprunteurs et non pour
les banquiers.

3° Enfin, parce que la mutualité est la seule forme
de crédit qui ait donné des résultats aussi bien en
France qu'à l'étranger.

(1) Extrait du Manuel des Banques Populaires de Ray-
neri.

(2). — Séance du 30 janvier 1917. Sénat,

DEUXIEME PARTIE

LES SOCIETES DE CAUTION MUTUELLE

LES SOCIÉTÉS DE CAUTION MUTUELLE SONT-ELLES DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES ?

Les sociétés coopératives se caractérisent par la « réunion, en la même personne, de deux qualités généralement séparées (patron et salarié, marchand de détail et consommateur, banquier et emprunteur), et par le rôle effacé et secondaire qu'y joue le capital par rapport au concours personnel et au travail des associés ». (1)

Ces caractères se retrouvent dans les sociétés de caution mutuelle. En effet, leurs membres cherchent au moyen de la solidarité à se passer des intermédiaires, c'est-à-dire des banquiers. Les bénéfices sont répartis entre les membres de la société au prorata des opérations faites par eux et des prélèvements qu'ils supportent. C'est ce que nous verrons en étudiant la répartition des bénéfices, telle que la loi l'a fixée. Les bénéfices sont restitués en partie aux sociétaires sur lesquels ils ont été prélevés. C'est la « ristourne », élément spécifique des sociétés coopératives.

(1). — Houpin et Bosvieux, 5^e édition, n° 1169. — *Traité des Sociétés*

LES SOCIÉTÉS DE CAUTION MUTUELLE
SONT DES SOCIÉTÉS COMMERCIALES

La loi nouvelle a eu soin de préciser que les sociétés de caution mutuelle sont des sociétés commerciales (Article 6).

Cette disposition de la loi épargnera bien des difficultés pratiques, car en raison même de leur but qui est de ne pas faire de bénéfices ou du moins de n'en faire que pour les ristourner aux clients, on aurait pu se demander si les sociétés de caution mutuelle relevaient du Code Civil ou du Code de Commerce.

La question est tranchée en ce qui concerne les nouvelles sociétés ; mais en ce qui concerne les sociétés coopératives de crédit mutuel, en général, la doctrine est divisée. Certain auteur soutient que ces dernières sont commerciales parce qu'elles font des opérations de banque, lesquelles figurent dans l'énumération des actes de commerce (1). La plupart des auteurs (2) considèrent comme civiles les sociétés de crédit mutuel qui ne font d'opérations qu'avec les associés et comme commerciales celles qui font les opérations avec le public aussi bien qu'avec leurs associés.

L'article 6 en précisant que les sociétés de caution mutuelle sont des sociétés commerciales a ajouté que leurs livres devaient être tenus conformément aux prescriptions du Code de Commerce, précaution inutile, car si les sociétés de caution mutuelle sont commerciales, elles sont régies en tous points par les règles

(1). — Courcelle. La législation ouvrière.

(2). — Houpin et Bosvieux, 5^e édition, n° 1171. Lyon. — Jaen et Renault — Thaller, Vavasseur, Arthuis, Hayem, Aubert, Valleroux, Lacour.

du Code de Commerce. En conséquence, elles seront tenues d'avoir les livres prescrits pour les commerçants, elles pourront être déclarées en faillite ou en liquidation judiciaire, et les contestations entre les associés seront de la compétence des tribunaux de commerce.

Cet article 6 reproduit l'article 4 de la loi du 5 novembre 1894 relative au crédit agricole.

Etant des sociétés commerciales, ces sociétés sont des personnes morales, c'est-à-dire qu'elles sont considérées juridiquement comme ayant un patrimoine distinct de celui de leurs membres. En conséquence, le fonds social n'appartient pas indivisément aux sociétaires, il est la propriété de la société ; le droit des associés est mobilier, quand même la société posséderait des immeubles ; la société sera valablement représentée en justice par ses directeurs.

RÉGIME LÉGAL DES SOCIÉTÉS DE CAUTION MUTUELLE

Sous quelle forme devront se constituer les sociétés de caution mutuelle ? Pourront-elles adopter l'une de celles créées par le Code de Commerce et les lois commerciales, ou bien adopteront-elles une forme nouvelle qu'elles choisiront librement ?

Nous savons que les sociétés commerciales peuvent se constituer :

1° En sociétés en nom collectif, lesquelles ont une raison sociale et ne comprennent que des associés tenus des dettes sociales sur tous leurs biens et solidairement.

2° En sociétés en commandite, comprenant des associés tenus solidairement et indéfiniment et d'autres associés tenus seulement jusqu'à concurrence de leur mise.

3° En sociétés anonymes dans lesquelles tous les associés, sans exception, ne sont responsables que dans la mesure de leur apport.

4° En sociétés à capital variable, qui ne forment pas un nouveau type de sociétés, la variabilité du capital étant seulement une modalité facultative applicable à tous les types de sociétés.

Les sociétés de caution mutuelle seront-elles tenues d'adopter une de ces formes ?

La loi du 13 mars 1917 est muette sur cette question.

L'article 14 ancien, qui faisait partie des titres joints par le Sénat du projet voté en 1914, par la Chambre des Députés, prévoyait que l'établissement central appelé « Crédit Industriel de France » serait constitué sous la forme de société anonyme. Depuis la suppression de cet article, la loi ne contient plus aucune mention sur ce sujet.

Il semble bien que l'intention du législateur a été de ne pas soumettre obligatoirement les nouvelles sociétés au régime de la loi du 24 juillet 1867. En effet, le projet du gouvernement contenait un article 24 ainsi conçu : « Toutes les sociétés dont la création est prévue aux différents titres de la présente loi devront être constituées sous le régime de la loi française ». Dans cet article 24, devenu l'article 14 actuel, les mots « de la loi française » ont été remplacés par ceux « des lois françaises ». Le rapporteur de la commission du Commerce de la chambre, M. Landry, explique ce changement ainsi : « Par la mise au pluriel de ces derniers mots, la commission a voulu éviter que l'on put croire que cet article faisait allusion spécialement à la loi de 1867 ». Et il ajoute : « le but même du projet est de faire, sur

« bien des points un régime particulier aux diverses
« sortes de sociétés qui y sont visées ».

Ainsi, les sociétés de caution mutuelle formeront un type nouveau. Pour bénéficier des avantages de la loi du 13 mars 1917, elles en devront respecter les principes. Les questions sur lesquelles la loi n'a rien dit devront être résolues au moyen des statuts ou au moyen des principes généraux du droit.

Les sociétés de caution mutuelle pourront emprunter la forme des sociétés commerciales ; et les principes de la loi du 24 juillet 1867 et ceux du code de commerce pourront être appliqués, tant qu'ils ne seront pas en opposition avec ceux de la loi du 13 mars 1917 ou qu'ils n'obligeront pas à les enfreindre ; c'est ainsi à titre d'exemple que si les sociétés de caution mutuelle veulent adopter la forme de sociétés à capital variable, il suffira d'adopter les articles 48 à 54 de la loi de juillet 1867 en tenant compte cependant de ce que :

1° Les sociétés de caution mutuelle ne peuvent être constituées qu'après versement du quart du capital social (art. premier, al. 4 de la loi de 1917) et non pas seulement après versement du dixième (art. 51 al. 3 de la loi de 1867).

2° Que la faculté de retraite des associés sera celle qui est indiquée par la loi de 1917 (art. 2)

En résumé, en tenant compte des prescriptions de la loi du 13 mars 1917, les sociétés de caution mutuelle pourront se constituer sous le régime de la responsabilité limitée (Sociétés anonymes), ou sous celui de la responsabilité indéfinie (Sociétés en nom collectif) ou à l'imitation des banques allemandes, sous celui

de la responsabilité mixte, c'est-à-dire limitée au montant de l'apport, plus un certain nombre de fois le montant de celui-ci ou une somme déterminée.

MEMBRES DES SOCIÉTÉS DE CAUTION MUTUELLE

Aux termes de l'article 1^{er} (al. 1), ces sociétés peuvent être constituées entre commerçants, industriels, fabricants, artisans et sociétés commerciales.

Il est naturel que les catégories des commerçants industriels, fabricants, artisans fassent partie de telles sociétés.

Pour les sociétés, la question délicate est de savoir quelles seront celles qui en feront partie.

Toutes les « sociétés commerciales » quelle que soit leur nature ou leur objet peuvent bénéficier des avantages de la loi nouvelle, y compris les sociétés commerciales par leur forme seulement et ayant un objet civil.

N'en sont pas exclues les sociétés coopératives de production puisque aux termes de l'article 6 de la loi du 18 décembre 1915, ces sociétés doivent bénéficier « des avantages réservés par les lois au petit et au « moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie ».

Quant aux sociétés coopératives de consommation elles avaient été écartées par le gouvernement du bénéfice des dispositions contenues dans le projet, sous prétexte qu'il s'agissait de protéger le petit commerce pour qui les coopératives de consommation constituaient une concurrence.

Ces sociétés ont élevé des protestations et ont réclamé leur entrée dans les nouvelles sociétés en invo-

quant principalement comme argument que, depuis 1905, elles payaient la patente comme les autres commerçants.

La Commission du Commerce et de l'Industrie de la Chambre n'a pas jugé à propos de faire une mention spéciale de ces sociétés. Le texte définitivement adopté admet toutes les sociétés commerciales à profiter des avantages de la loi du 13 mars 1917. Il résulte que les sociétés coopératives de consommation pourront se prévaloir du droit commun, mais seulement lorsqu'elles auront le caractère commercial.

L'accès des sociétés de caution mutuelle est, on le voit, très large. Il n'est limité ni à une corporation ni à une profession. Il sera bon que les personnes appelées à en faire partie, exercent des professions diverses pour éviter tout aléa que ne manquerait pas de rencontrer, tôt ou tard, une organisation formée de commerçants ou d'industriels appartenant à la même branche.

L'opération la plus délicate que l'on aura à résoudre lors de la formation de chaque nouvelle société, aussi bien quand il s'agira d'une banque populaire que d'une société de caution mutuelle, sera le choix des premiers actionnaires. Ce seront les commerçants et les industriels bien connus par leur probité qui auront le plus de chance d'aboutir à d'heureux résultats. Aussi les promoteurs devront-ils s'entourer de collaborateurs dignes de crédit. Seuls devront être admis dans la société ceux qui sont honnêtes, dont les antécédents sont bons et qui ont la réputation de bien gérer leurs affaires. Les éléments douteux devront être absolument écartés.

C'est, qu'en effet, le crédit institué par la loi du 13 mars 1917, n'est pas accordé sur des garanties réelles, c'est-à-dire moyennant des gages ou des hypothèques. C'est un crédit accordé à la personne en considération des qualités morales de l'emprunteur.

A côté des membres participants, c'est-à-dire des personnes pouvant user du crédit de la société et de ses avantages, par exemple de ristournes, les sociétés de caution mutuelle peuvent comprendre des membres non participants, ayant droit uniquement à la rémunération de leurs apports et se contentant de recevoir l'intérêt, d'ailleurs limité, de leurs apports.

Ces membres non participants poursuivent un but désintéressé : c'est, en adhérant aux statuts de la société, de rendre service à de moins favorisés qu'eux par la fortune.

On trouve des précédents de cette organisation dans la loi du 1^{er} avril 1898, sur les sociétés de secours mutuels qui appelle les membres non participants des membres honoraires.

De même la loi du 4 décembre 1913, qui a réorganisé le crédit maritime mutuel, autorise, à titre de membres honoraires, l'entrée de ces sociétés aux personnes disposées à prêter leur appui tant moral que financier.

Par ce moyen, les gros commerçants et les gros industriels ne sont pas mis dans l'impossibilité d'apporter aux petits commerçants et petits industriels pour qui la loi est particulièrement faite, l'appui de leur crédit personnel avec le concours de leur expérience.

La loi ne parle pas des ouvriers et des employés qui ne sont pas encore établis patrons. Il résulte des

travaux préparatoires (1) qu'ils ne sont pas appelés à jouir des facilités de crédit nouvelles. « Car, pour « mettre l'ouvrier en mesure de se procurer dans de « bonnes conditions un capital d'établissement, c'est « du crédit à long terme qu'il faudrait lui donner » et il ne s'agit ici que de distribuer du crédit à court terme.

NATIONALITÉ DES MEMBRES

La loi du 13 mars 1917 exige une condition de plus des commerçants, industriels, fabricants, artisans et sociétés commerciales, membres des sociétés de caution mutuelle, participants ou honoraires : « Les souscripteurs du capital et les administrateurs devront être Français ». (Art. 14, al. 2).

Des auteurs admettent, en interprétant strictement le texte de la loi que « bien qu'on n'aperçoive pas la raison d'être d'une distinction entre les souscripteurs et les cessionnaires », ces derniers pourront être des étrangers (2). Une disposition des statuts à cet égard pourra interdire l'entrée de cessionnaires étrangers dans la société.

OBJET DES SOCIÉTÉS DE CAUTION MUTUELLE

L'objet des sociétés de caution mutuelle est nettement délimité par le parag. 2 de l'art. 1^{er} :

« Les sociétés de caution mutuelle ont pour objet « exclusif l'aval et l'endos des effets de commerce et « billets créés, souscrits ou endossés par leurs membres

(1). — Premier rapport Landry, 6 mars 1913, p. 46.

(2). — Houpin et Bosvieux, 5^e édition, n° 1377-27. — Traité des Sociétés.

« à raison de leurs opérations professionnelles ».

Ces sociétés ne sont pas des banques. Elles ne peuvent recevoir aucun dépôt, consentir aucun prêt, opérer elles-mêmes aucun escompte, effectuer en un mot aucune opération de banque.

Cependant d'après le projet élaboré par la Commission de la Réforme Bancaire, les sociétés de caution mutuelle devaient être des banques pouvant recevoir des dépôts, consentir des prêts, escompter le papier émis par leurs membres.

C'était également l'avis de la commission spéciale du Sénat dont le rapporteur était M. Jean Codet et qui proposait d'appeler les sociétés de caution mutuelle, « sociétés de crédit mutuel ».

« Nous constituons de véritables banques mutuelles
« dont les membres continueront à se servir de caution
« réciproque, mais dont les fonctions ne seront plus
« limitées à ce rôle de cautions, puisqu'elles pour-
« ront se constituer un capital et des fonds de rou-
« lement, administrer leur fortune et effectuer des
« prêts à leurs membres en escomptant les effets et
« billets présentés par eux ».

« Ce seront bien de véritables banques comme les
« sociétés de crédit agricole et maritime » (1).

Cette proposition n'aboutit pas, combattue au Sénat par la commission des Finances ayant pour rapporteur M. Perchot, qui trouvait inutile et dangereux de mettre des fonds à la disposition des sociétés de caution mutuelle.

« L'histoire du crédit mutuel en France », écrivait M. Perchot, « montre surabondamment que l'échec

(1) — Deuxième rapport supplémentaire Codet du 24 février 1916, page 9.

Le cautionnement que pourront fournir les sociétés de caution mutuelle n'est pas illimité :

Aux termes de l'article 3, alinéa 1, les statuts doivent exiger que le conseil d'administration détermine pour chaque sociétaire le montant maximum des avals et endos qui peuvent lui être accordés, et limiter la durée pour laquelle ces avals et endos seront donnés.

C'est donc aux statuts qu'il appartient de limiter la durée du crédit. Il ne semble pas, bien que la loi ne contienne aucune disposition à ce sujet, que cette durée puisse être supérieure à une année.

Comme il a été déjà dit, dans le projet qui organisait l'établissement central et les banques de participation industrielles le crédit à long terme allait d'une année à vingt-cinq années, le crédit à court terme (organisé par la loi nouvelle) ne devant en conséquence dépasser une année.

Si la durée du crédit doit être expressément limitée par les statuts, c'est au conseil d'administration qu'il appartient de déterminer pour chaque sociétaire le montant maximum des avals et endos qui pourront lui être accordés. Le degré de solvabilité et le nombre de parts souscrites seront pour chaque client des éléments d'appréciation.

Le texte du projet du Gouvernement, concernant cet article, réservait au sociétaire discuté le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie des parts lui appartenant. Ce texte n'a pas été adopté.

D'après le même article 3, le conseil d'administration doit recevoir des statuts, le pouvoir de refuser la signature qui lui est demandée ou de ne l'accorder qu'en prenant toutes les garanties qu'il jugerait utiles.

« Quant aux garanties à prendre », écrit M. Lan-

dry (1) « elles pourront être de toutes sortes. Bien « souvent les sociétés de caution mutuelle voudront « avoir la possibilité de suivre par le moyen de dé- « légués ou de toute autre manière les affaires de leurs « clients ».

Les sociétés de caution mutuelle pourront aussi organiser des vérifications de comptabilité, contrôler l'emploi des sommes prêtées pour que celles-ci soient bien affectées à la production.

LIMITE TERRITORIALE DES OPÉRATIONS DE LA SOCIÉTÉ

Les sociétés de caution mutuelle doivent avoir pour base la confiance mutuelle des sociétaires entre eux et une parfaite connaissance des ressources et du crédit de chacun d'eux. Aussi convient-il de ne pas rechercher tout d'abord les vastes opérations. En ce qui concerne les banques populaires qui fonctionnaient avant le vote de la loi du 13 mars 1917, les plus prospères aujourd'hui sont celles qui ont eu les débuts les plus modestes. C'est ainsi qu'on cite la Banque Populaire de Menton fondée en 1883 au capital de 20.000 francs qui s'élevait en 1918, à près de 900.000 francs.

Aussi le décret du 31 janvier 1918 rendu pour l'application de la loi du 13 mars 1917 contient-il cette disposition : « Les statuts spécifient expressément..... « la circonscription territoriale à laquelle s'étendent ses « opérations ». (Art. 1^{er}).

Les personnes qui n'auront pas leur commerce dans les limites du territoire fixées par les statuts, ne pour-

(1) Premier rapport du 6 mars 1913, page 78.

ront bénéficier des avantages des sociétés de caution mutuelle.

Il y a l'intérêt le plus grand à ce que les sociétaires se connaissent bien entre eux pour savoir quels sont ceux qui par les garanties d'honorabilité et de prudence méritent le plus d'obtenir du crédit.

Moins sera étendue la circonscription territoriale sur laquelle la société exercera son moyen d'action, meilleur sera le choix qui sera fait de ses membres. Dans les grandes villes, un quartier sera une étendue assez grande ; dans les départements, il n'y aura rien d'exagéré à grouper un ou plusieurs arrondissements pour fonder une société de caution mutuelle.

Ces observations seront les mêmes pour les banques populaires, qui sont l'objet du titre 2 de la loi.

LE CRÉDIT QUE PROCURENT LES SOCIÉTÉS DE CAUTION MUTUELLE DOIT ÊTRE UN CRÉDIT DE PRODUCTION

Ce sont seulement, ainsi que le dit la loi dans l'article premier, les billets créés, souscrits et endossés à l'occasion d'opérations professionnelles que les sociétés de caution mutuelle sont autorisées à avaliser ou à endosser.

Par là, la nouvelle loi a entendu accorder le crédit à la production, et non le crédit à la consommation.

Le crédit à la production est celui qui a pour objet le travail, la profession. C'est celui qui sert à produire une richesse économique.

Le crédit à la consommation est celui qui sert à satisfaire les besoins de la vie, ordinaires et accidentels.

La différence entre les deux sortes de crédit ressor-

tira clairement d'un exemple : un entrepreneur en maçonnerie peut emprunter pour payer un marchand de matériaux qui lui a vendu des marchandises pour élever des constructions. Le même peut avoir besoin de fonds pour payer son médecin, son boulanger. Dans le premier cas, le crédit s'il est réalisé, a permis de créer quelque chose et de procurer des bénéfices ; dans le second cas, l'emprunteur a consommé le crédit qu'on lui avait procuré sans rien produire.

Ce sera un devoir des directeurs des sociétés de caution mutuelle de bien examiner le papier qui leur sera présenté et de refuser l'aval ou l'endos demandé quand il apparaîtra que ce papier ne se rattache pas à l'exercice d'une profession.

FORMATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social, qui est un capital de garantie, est « formé de parts nominatives qui peuvent être de valeurs inégales sans cependant qu'aucune d'elles puisse être inférieure à 50 francs ». (Article 1^{er}, alinéa 3).

La loi se borne à imposer le minimum du montant des parts. Elle ne fixe ni le maximum ni le minimum que pourrait avoir le capital social.

Elle n'impose pas non plus de minimum pour le nombre de souscripteurs. Ainsi deux personnes pourraient, en théorie, constituer une société de caution mutuelle et le capital social pourrait être de 100 francs. Si une société de caution mutuelle adoptait la forme de société anonyme, dans les conditions de la loi du 24 juillet 1867, le nombre des souscripteurs devrait être au minimum de sept.

La loi n'a pas prévu le cas où un apport en nature serait fait. Les statuts devraient sans doute prévoir qu'il serait procédé à leur vérification ainsi qu'il est dit dans la loi du 24 juillet 1867.

SOUSCRIPTION ET VERSEMENT DU CAPITAL

« La société n'est constituée qu'après versement du quart du capital souscrit » (Art. 1, al. 4).

Il résulte de cet alinéa :

1° Que le capital social doit être entièrement souscrit.

2° Que la société n'est constituée qu'après le versement du quart du capital social.

La loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés commerciales exige qu'avant la constitution de la société, le quart de chaque action, lorsqu'elles sont de 100 francs et au-dessus, soit versé par chaque actionnaire.

La loi du 13 mars 1917 n'est pas aussi exigeante, il suffit que le capital versé représente le quart du capital entier.

Quant aux trois autres quarts, il dépendra des statuts d'en prévoir le versement.

Si la société s'est constituée sous le régime pur et simple de la loi du 13 mars 1917, la déclaration notariée émanant des fondateurs et constatant la souscription du capital et le versement du tout ou du quart n'est pas obligatoire.

DES PARTS — LEUR NATURE

Les parts des sociétés de caution mutuelle sont nominatives (art. 1^{er}, al. 3) et doivent rester telles, même

après leur entière libération.

Elles ne peuvent être d'un montant inférieur à 50 francs.

La loi n'a rien dit de plus au sujet des parts qui pourront par conséquent être, soit des parts d'intérêt, non négociables, incessibles et intransmissibles, soit des actions négociables par voie de transfert. Toute liberté à cet égard est laissée aux statuts.

Ainsi qu'il a été dit à propos de la nationalité des membres, si les statuts ne s'y opposent pas, les cessionnaires pourront être de nationalité française ou étrangère pourvu qu'ils réunissent les qualités professionnelles requises.

La possibilité de créer des parts négociables ou non négociables résulte du deuxième alinéa de l'article 8 aux termes duquel « les certificats de *parts non négociables* ne sont soumis qu'au timbre de dimension « prévu par la loi du 13 brumaire an VII ».

Si la société prenait la forme anonyme, elle devrait se soumettre au Code de commerce et à la loi du 24 juillet 1867 en ce qui concerne le taux des actions. Les actions devraient être toutes d'un taux égal, avec un taux minimum de cinquante francs.

Les statuts feront bien de prévoir que la cession des parts ne se fera qu'avec l'agrément du conseil d'administration.

STATUTS

Dans les sociétés de caution mutuelle, comme dans les banques populaires instituées par la même loi, les statuts sont appelés à jouer un rôle important, la loi ne s'étant pas expliquée sur de nombreuses questions importantes. Il est d'ailleurs des clauses que les statuts doivent obligatoirement contenir.

Au point de vue de leur forme, ils pourront être rédigés par devant notaires, ou par acte sous signatures privées. Dans ce dernier cas, il faudra dresser autant d'originaux qu'il y aura d'associés. Cependant, un double original suffira si la société est régie par la loi du 24 juillet 1867. En tout cas, un autre original devra être déposé au bureau d'enregistrement (article 14 de la loi du 29 juin 1913).

Voici les clauses que, d'après la loi du 13 mars 1917 et le règlement d'administration du 31 janvier 1918, les statuts devront comprendre :

Les statuts déterminent (art. 2 de la loi) :

- 1° Le siège et le mode d'administration de la société.
- 2° Les conditions nécessaires à la modification de ces statuts.
- 3° La composition du capital.
- 4° La proportion dans laquelle chacun de ses membres contribue à sa constitution.
- 5° L'étendue et les conditions de la responsabilité qui incombe à chacun des sociétaires dans les engagements de la Société.

6° Le droit pour les sociétaires de se retirer de la société et réclamer le remboursement des parts leur appartenant, droit dont il ne pourra être fait usage qu'en fin d'exercice et moyennant un préavis de trois mois. Les statuts ne pourront libérer les actionnaires de leurs engagements qu'après la liquidation des opérations contractées par la société antérieurement à leur sortie.

Les statuts devront, en outre (art. 3) :

7° Exiger que le conseil d'administration détermine pour chaque sociétaire le montant maximum des avals et endos qui peuvent être accordés.

8° Limiter la durée pour laquelle ces avals et endos seront donnés.

9° Réserver expressément au Conseil d'administration le pouvoir de refuser la signature qui lui est demandée, ou de ne l'accorder qu'en prenant les garanties qu'il jugerait utiles.

De plus, les statuts devront (art. 5) :

10° Déterminer les prélèvements et commissions qui seront perçus au profit de la Société sur les opérations faites par elle.

Aux termes du Décret du 31 janvier 1918, les statuts spécifient expressément (art. 1) :

11° La durée de la société et la circonscription territoriale à laquelle s'étendent ses opérations.

12° Le nombre des voix dont dispose chaque sociétaire dans les assemblées générales, eu égard au nombre de parts dont il est titulaire, et le nombre maximum de voix qu'il peut avoir quel que soit ce nombre de parts.

Telles sont les clauses qui devront être comprises dans les statuts de toute société de caution mutuelle. Ce

n'est là qu'un minimum et il sera loisible à l'assemblée des actionnaires d'y ajouter toute autre clause qui pourra lui sembler utile.

DESTINATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social, de même que le fonds de réserve que ce dernier servira à constituer dans les conditions que nous verrons, est affecté à la garantie des effets et billets avalisés ou endossés par la société de manière à servir de provision pour ces effets et billets à défaut de règlement (art. 4.)

Le capital social est donc un capital de garantie pour le paiement des billets avalisés ou endossés par la société de caution mutuelle et restée impayés. Ce capital servira à indemniser les porteurs de lettres de change qui n'auront pas hésité à faire crédit aux membres de la société sous la caution de celle-ci. Le capital servira de provision, dit la loi, pour les billets qui n'auront pu être réglés. Aussi a-t-elle pris des précautions sérieuses pour que ce capital constitue bien une garantie réelle.

La société ne pourra pas commencer ses opérations et les administrateurs ne pourront donner aucun aval ou endos avant d'avoir déposé au Greffe de la Justice de paix du siège de la société, une déclaration en double dans laquelle il aura été énoncé l'emploi qui aura été fait de ce capital.

Chaque année, une déclaration dans les mêmes formes doit faire connaître l'emploi du capital et du fonds de réserve.

La loi laisse une grande liberté à la société pour placer son capital et son fonds de réserve. Elle se

borne à dire que ceux-ci seront placés en valeurs ou déposés en banque.

Voici comment en pratique, d'après M. Landry, les choses se passeront (1). « Elles se passeront comme
« elles se passent déjà là où il existe des sociétés de
« crédit mutuel. Les sociétés de cette nature qui se
« créeront en France ne manqueront pas de déposer
« leur capital, soit dans une banque populaire, soit
« dans un autre établissement de crédit, de qui elles
« obtiendront pour leurs membres, grâce à cette ga-
« rantie fournie par elle, des conditions de crédit
« avantageuses. Et s'il y a des impayés, on se cou-
« vrira grâce à ce dépôt ».

M. Perchot a déclaré, lors de la discussion du projet de loi au Sénat qu'il ne croyait pas que, d'après l'article 4, le capital fut exclusivement affecté à la garantie des opérations de la société et obligatoirement employé en valeurs ou en dépôts en banque et que l'on ne peut en distraire les sommes nécessaires au paiement des frais généraux dans la mesure où ceux-ci ne seraient pas couverts par les commissions encaissées.

FORMALITÉS CONSTITUTIVES

La loi du 24 juillet 1867 a tracé toutes les formalités que les sociétés soumises à son empire doivent remplir avant de fonctionner.

Il faut encore constater l'absence de dispositions spéciales sur cette question dans la loi du 13 mars 1917

Les fondateurs ont donc pleine liberté pour déterminer ces formalités. Ils ne pourront cependant se

(1) — Rapport du 6 mars 1913, page 79

dispenser de réunir les souscripteurs pour faire approuver les statuts, faire constater l'état des souscriptions et le versement du quart du capital social souscrit.

Cette assemblée constitutive aura aussi à nommer les administrateurs et les divers organes de contrôle.

PUBLICITÉ

La loi du 13 mars 1917 a établi des conditions spéciales de publicité pour les sociétés de caution mutuelle. Comme la loi de 1894 l'avait déjà fait pour les sociétés de crédit agricole, elle a cherché à simplifier les formalités prescrites par la loi du 24 juillet 1867.

L'article 7 concernant la publicité est ainsi conçu :

« Les conditions de publicité prescrites pour les sociétés commerciales ordinaires sont remplacées, à l'égard des sociétés qu'autorise le présent titre de la présente loi, par les dispositions suivantes :

« Avant toute opération, les statuts, avec la liste complète des administrateurs ou directeurs et des sociétaires, indiquant leur nom, profession, domicile et le montant de chaque souscription sont déposés en quatre exemplaires au greffe de la Justice de paix du canton où la société a son siège. Il en est donné récépissé ».

C'est avant la constitution de la société que le dépôt des pièces ci-dessus indiquées doit être fait, alors que, d'après la loi de 1867 les formalités de publicité doivent être remplies dans le mois de la constitution.

Un des exemplaires de ces divers documents est, par les soins du Juge de paix, déposé au Greffe du tribunal de commerce de l'arrondissement. Deux autres sont adressés, l'un au ministre du commerce, l'autre au ministre des Finances (art. 7, al. 4).

Pour compléter la publicité, la loi ordonne que, chaque année, pendant la première quinzaine de février, le Directeur ou un administrateur de la société dépose en quatre exemplaires la liste des membres faisant partie de la société à cette date, et le tableau sommaire des recettes et des dépenses, ainsi que des opérations effectuées dans l'année précédente (art. 7, al. 3).

Un de ces exemplaires est également transmis au Greffe du Tribunal de Commerce, et deux autres aux ministres du Commerce et des Finances (art. 7, al. 4).

Pour que la publicité soit permanente, les documents déposés au Greffe de la Justice de paix et du Tribunal de Commerce doivent être communiqués à tout requérant.

Parmi les documents à communiquer à tout requérant se trouve aussi la déclaration d'emploi du capital et du fonds de réserve, faite en vertu de l'article 4.

La loi n'a rien dit au sujet de la publicité à donner aux modifications apportées au cours de l'année aux statuts. Il ne semble pas douteux que ces modifications devront être publiées en quatre exemplaires et avant leur mise en vigueur.

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

C'est encore une question importante que celle des assemblées générales. Et cependant la loi n'en a rien dit. Il appartiendra aux statuts de la régler.

Seul le décret du 31 janvier 1918 fait allusion à la réunion des sociétés en Assemblées Générales, en disant que les statuts devront spécifier le nombre de voix dont dispose chaque sociétaire dans les assemblées générales (art. 1, al. 4).

Les statuts auront à prévoir des assemblées constitutives, des assemblées ordinaires et des assemblées extraordinaires.

Les assemblées constitutives auront à constater la souscription intégrale du capital et le versement du quart du capital souscrit. Ces mêmes assemblées auront à nommer les premiers administrateurs et les Commissaires de surveillance s'ils ne sont pas déjà nommés par les statuts. L'approbation des statuts sera également de leur compétence.

Les Assemblées Générales ordinaires devront se réunir au moins une fois par an. Elles recevront les comptes des administrateurs et auront à les approuver. Elles procéderont, s'il y a lieu, aux termes des statuts, à leur nomination de nouveaux administrateurs et Commissaires de surveillance. La loi détermine elle-même (art. 5). comment se répartiront les bénéfices réalisés par la société. Les assemblées ordinaires auront néanmoins à approuver la répartition qui sera proposée par le conseil d'administration, répartition qui deviendra très intéressante le jour où le fonds de réserve étant devenu égal à la moitié du capital, les bénéfices pourront être distribués plus largement entre les membres.

Enfin, les assemblées extraordinaires se réuniront pour statuer sur les modifications aux statuts, sur les propositions de dissolution anticipée si ces questions n'ont pas été résolues par les statuts.

Les statuts devront enfin régler tout ce qui a trait aux modes de convocation et de délibération des sociétaires, aux conditions de composition de majorité, de quorum, de vote, aux pouvoirs des assemblées.

Pour les sociétés par actions soumises au régime de la loi du 24 juillet 1867, l'article 31, al. 2, de cette

loi modifié par la loi du 22 novembre 1913, confère impérativement à chaque associé, dans les assemblées extraordinaires, un nombre de voix proportionnel au nombre de ses actions sans limitation du nombre de voix.

Il n'en est pas de même pour les sociétés de caution mutuelle, ni pour les banques populaires ; le nombre de voix accordé à chaque sociétaire dans les assemblées générales, constitutives, ordinaires ou extraordinaires doit être limité par les statuts.

Aux termes de l'article premier, alinéas 2 et 4 du décret du 31 janvier 1918, les statuts doivent spécifier le nombre de voix dont dispose chaque sociétaire dans les assemblées générales, proportionnellement au nombre de parts dont il est titulaire et le nombre maximum de voix qu'il peut avoir quel que ce soit ce nombre de parts.

ADMINISTRATION

Le mode d'administration de la société sera réglé par les statuts, ainsi décide l'article 2 de la loi.

La gestion sera confiée à des administrateurs qui, aux termes de l'article 14, devront tous être Français.

Les règles qui doivent présider au choix des simples sociétaires doivent s'appliquer avec plus de force au choix des administrateurs. On devra, en outre, rechercher dans les diverses branches du commerce et de l'industrie les hommes qui présentent les qualités d'indépendance, d'expérience et d'initiative.

La nomination des administrateurs, leur nombre, la durée et l'étendue de leurs pouvoirs, la manière de délibérer, les conditions de quorum et, de majorité, l'au-

torisation de déléguer les pouvoirs du Conseil d'administration à un Directeur, sont autant de questions que devront régler les statuts.

CONTROLE

Bien que la loi n'oblige pas à nommer des commissaires de surveillance, il est nécessaire, surtout pour des associations faisant appel à l'épargne populaire, qu'il soit organisé un organe de contrôle, comme dans les sociétés par actions. Les membres de ce contrôle vérifieront les livres de comptabilité et la caisse et feront un rapport à l'assemblée sur la gestion des administrateurs, et sur la situation de la société. Ils veilleront à ce que les statuts ne soient point violés.

Naturellement, tout ce qui intéressera le fonctionnement de cet organe devra être entièrement prévu par les statuts.

RETRAITE DES ASSOCIÉS

Les sociétaires ont toujours le droit de se retirer de la société de caution mutuelle. Les statuts doivent contenir une clause leur réservant ce droit (art. 2, al. 3). Ceux qui en useront pourront réclamer le remboursement des parts leur appartenant. La loi n'a pas fixé de minimum au-dessous duquel le capital social ne pourrait être réduit.

Cependant, ce droit de retraite ne doit point être absolu. Les articles 1869 et 1870 du code civil doivent recevoir ici leur application, et la renonciation à la société ne peut avoir lieu que si elle n'est pas faite de mauvaise foi et à contre-temps.

De plus, il ne pourra être fait usage de droit de retraite qu'en fin d'exercice et moyennant un préavis de trois mois (art. 2, al. 3)

La loi a déterminé elle-même de quelle manière aura lieu le remboursement des parts.

D'abord ce remboursement ne peut être effectué qu'après apurement de toutes les opérations sociales engagées au moment de la demande de restitution (art. 2, al. 4).

Comme il a été dit, le cautionnement accordé par la société ne peut l'être que pour une année au maximum; c'est au moins pendant cette durée que le remboursement ne pourra avoir lieu. Et si la société ne pouvait faire honneur à sa signature, c'est aussi longtemps que l'effet resterait impayé que l'associé ne pourrait exiger le remboursement de ses parts.

« Le remboursement ne peut excéder ni la valeur à cette époque des parts du membre démissionnaire, ni leur valeur nominale. La plus value, s'il y en a, reste acquise au fonds de réserve sur lequel le membre remboursé n'a aucun droit » (art. 2)

Ainsi, si la société a prospéré, le sociétaire qui démissionne n'a droit qu'à son apport. Si, au contraire, la société, avant fait de mauvaises affaires son passif est devenu supérieur à son actif et le montant des parts inférieur à leur valeur nominale, le sociétaire subit la perte. En aucun cas, il n'a droit au fonds de réserve.

RÉPARTITIONS DES PRÉLÈVEMENTS ET COMMISSIONS

La société de caution mutuelle est appelée à réaliser des bénéfices par suite des commissions qu'elle prélèvera sur le montant des effets qu'elle aura cautionnés.

La loi a réglé, comme on le verra, la distribution de ces bénéfices.

Il faut dire tout d'abord que la loi n'emploie pas le mot « bénéfices ». Le projet du Gouvernement le contenait, mais « on a remplacé le mot bénéfices, dont « l'emploi se justifie mal lorsqu'il s'agit de sociétés « mutuelles et s'accorde mal avec les dispositions con- « tenues dans l'article, par le mot prélèvements » (1).

Le montant des prélèvements à percevoir au profit de la société pour les opérations faites par elle sera, aux termes de l'article 5, déterminé par les statuts. « Toutefois, il ne faut pas entendre que ceux-ci les « fixeront à un taux invariable. Ils pourront, au con- « traire, laisser une certaine latitude aux autorités « chargées de gérer la société » (2).

Les sommes provenant de ces commissions et prélèvements serviront d'abord à payer les frais généraux. Ceux-ci pourront être assez élevés : salaire du personnel, prix du loyer, rémunération des administrateurs, etc... (art. 5, al. 2).

Le surplus sera distribué comme suit :

1° 10 0/0 serviront à la constitution du fonds de réserve ; c'est ce fonds de réserve qui est destiné à servir de garantie en même temps que le capital social pour les billets avalisés ou endossés par la société, et, comme on le sait, l'emploi de ce fonds de réserve doit faire, chaque année, l'objet d'une déclaration au greffe de la justice de Paix du siège de la société.

2° On pourra donner ensuite un intérêt égal à 4 0/0 au plus des versements effectués. Le projet du Gou-

(1) — Rapport Landry, 6 mars 1913, page 80.

(2) — Rapport Landry, 6 mars 1913, page 80.

vernement prévoyait un intérêt de 5 0/0, mais le taux a été ramené à 4 0/0 ; « les commerçants et les industriels, en effet, n'entreront pas dans les sociétés de « caution mutuelle pour faire des placements lucratifs » (1).

3° Les trois quarts du surplus iront à nouveau au fonds de réserve.

4° Ce qui restera sera réparti entre les membres au prorata des prélèvements supportés par eux, en raison de leurs opérations. C'est ici qu'on trouve la « ristourne », un des principaux caractères coopératifs.

Les versements au fonds de réserve cesseront d'être obligatoires lorsque ce fonds sera devenu égal à la moitié du capital. Si ce fonds de réserve était entamé, il devrait être reconstitué de la manière indiquée ci-dessus jusqu'à ce qu'il atteigne la moitié du capital.

RESPONSABILITÉ DES ASSOCIÉS

Quelle responsabilité encourent les membres d'une société de caution mutuelle ? Les créanciers sociaux ont-ils un recours illimité contre la société ?

A ce sujet, tout dépend des statuts et, par suite des sociétaires eux-mêmes, chargés d'approuver les statuts. Les sociétaires encourront la responsabilité qu'ils auront eux-mêmes créée.

» Les statuts doivent régler l'étendue et les conditions qui incombent à chacun des sociétaires dans les « engagements de la société ». (art. 2, al. 2).

Les sociétaires pourront décider dans leurs statuts qu'ils seront tenus des dettes à concurrence des parts

(1) — Rapport Landry, 6 mars 1913, page 80.

qu'ils auront souscrites ou d'un multiple de ces parts. Il est certain que plus la responsabilité sera étendue, plus grand sera le crédit accordé à la société par conséquent aux sociétaires eux-mêmes.

A moins que les statuts ne le stipulent expressément, la responsabilité ne sera ni solidaire ni illimitée.

RESPONSABILITÉ DES ADMINISTRATEURS

La loi consacre un article à la responsabilité des administrateurs :

« Les membres chargés de l'administration de la
« société, sont personnellement responsables, en cas de
« violation des statuts ou des dispositions de la pré-
« sente loi, du préjudice résultant de cette violation ».
(Art. 9, al. 1).

La loi ne stipule la responsabilité des administrateurs que pour le cas de violation des statuts ou des dispositions de la loi ; les limites de cette responsabilité se détermineront d'après le droit commun.

En outre, les administrateurs seront responsables comme en droit commun de leurs fautes, notamment de leur mauvaise gestion.

D'autre part, en cas de contravention aux prescriptions des articles 4 et 7 relatifs à la publicité et au dépôt au greffe de la justice de paix, ou en cas de fausses déclarations dans les documents prévus par ces deux articles, les administrateurs peuvent être poursuivis et punis d'une amende de 16 à 500 francs.

DISSOLUTION

La loi n'a pas déterminé les causes pour lesquelles les sociétés de caution mutuelle pourraient être dissoutes. Elle indique seulement que les statuts détermineront les conditions nécessaires à la dissolution de la société.

Les statuts devront prévoir toutes les causes qui seront susceptibles de provoquer la dissolution pour éviter de nombreuses difficultés par la suite, et principalement la diminution du capital social par suite de retraite d'associés ou de perte de capital. Comme les sociétés de caution mutuelle sont constituées en considération des personnes, il sera bon de prévoir que ni la mort, ni la faillite, ni la liquidation judiciaire d'un ou de quelques-uns des associés ne seront des causes de dissolution.

La dissolution par les tribunaux pourra être prononcée pour des motifs légitimes invoqués par l'un des sociétaires.

Les statuts diront aussi comment, en cas de besoin sera nommé le liquidateur et de quelle manière il devra opérer.

Les statuts devront décider ce qui sera fait du reliquat actif commun qui pourra être affecté à une œuvre de crédit (art. 5). Si les statuts sont muets sur ce point, le fonds de réserve et le reste de l'actif net seront partagés entre les associés proportionnellement à leurs souscriptions, comme l'indique la loi. (art. 5).

FAVEURS FISCALES

Des faveurs sont accordées par la loi nouvelle aux sociétés de caution mutuelle dont les statuts ont été reconnus conformes à ses dispositions.

Ces sociétés sont exonérées de l'impôt de la patente. Au Sénat, il a été déclaré par M. Perchot, qu'elles le seraient également de l'impôt qui remplacerait la patente, c'est-à-dire de l'impôt général sur le revenu.

Les sommes versées aux sociétaires pour l'intérêt des sommes souscrites par eux ne seront pas assujetties à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, impôt qui a été fixé à 10 0/0 par la loi du 25 juin 1920. Cette exemption s'applique aux répartitions annuelles des bonis et à la répartition des fonds de réserves lors de la dissolution de la société.

De plus, aux termes de l'article 8 (al. 2), les certificats de parts non négociables ne sont soumis qu'au timbre de dimension. Pour comprendre la portée de cette disposition, il est utile de savoir qu'un droit de timbre proportionnel frappe les certificats d'actions en vertu de la loi du 5 juin 1850 (Cet impôt a été fixé par la loi du 25 juin 1920, à 1 0/0 ou 2 0/0 sur le capital nominal suivant que la société est faite pour une durée de 10 années et moins ou pour une durée supérieure). Mais ce droit de timbre n'est applicable qu'aux certificats négociables. Il ne l'est pas aux termes de l'article 25 de la loi de 1850 « aux actions « pour lesquelles la cession n'est parfaite à l'égard des « tiers qu'au moyen des conditions déterminées par « l'article 1690 du Code civil ». De sorte que, si les parts des sociétés de caution mutuelle sont négociables d'après les statuts, elles seront soumises au droit de timbre proportionnel ; et si elles ne sont pas négociables, elles n'auront pas à acquitter le droit proportionnel.

Par contre elles restent soumises au droit de timbre de dimension. La loi semble en faire une faveur. En fait, on applique aux sociétés de caution mutuelle purement et simplement le droit commun.

La loi du 7 août 1920 (art. 4) a fait une faveur, aux sociétés de caution mutuelle en les exemptant de l'impôt sur les bénéfices des professions commerciales et industrielles fixé par les articles 59 et suivants de la loi du 25 juin 1920 à 1,10 0/0 sur le montant des affaires réalisées.

TROISIEME PARTIE

LES BANQUES POPULAIRES

Les banques populaires constituent le second organisme de crédit organisé par la loi du 13 mars 1917.

Ainsi qu'il a été expliqué à propos des sociétés de caution mutuelle, le rôle de ces dernières est de donner un aval ou un endos aux effets de commerce qui leur sont présentés par leurs sociétaires. Ces effets, munis de la garantie des sociétés de caution mutuelle pourront être escomptés par tout établissement de banque. La loi nouvelle a voulu établir des banques dites « populaires » d'un caractère coopératif comme les sociétés de caution mutuelle et qui escompteront au taux le plus bas, les effets présentant la garantie de ces dernières.

C'est pour cela que la loi nouvelle a voulu favoriser la création de nouvelles banques populaires. On sait, en effet, que depuis longtemps, des banques populaires fonctionnaient ou avaient fonctionné en France et qu'au moment du vote de la loi une vingtaine de ces sociétés existaient sur notre territoire.

En établissant une ressemblance entre le crédit agricole et le crédit commercial, on peut dire que « les « banques populaires correspondent dans le crédit « commercial aux caisses régionales dans l'organisation « du crédit agricole, mais il n'existe pas de lien étroit

« entre les sociétés de caution mutuelle et les banques
« populaires comme entre les caisses locales et les
« caisses régionales » (1).

Aucun lien, en effet, n'existe entre les sociétés de caution mutuelle et les banques populaires. Ces dernières pourront favoriser les premières par l'abaissement du taux de l'escompte. Mais tout établissement de crédit pourra accepter les effets de *commerce présentés par les sociétés de caution mutuelle*, et il le fera certainement parce que les garanties offertes par celles-ci sont très sérieuses. D'autre part, les opérations des banques populaires ne seront pas limitées à celles que leur procurent les sociétés de caution mutuelle. En un mot, les deux sortes d'institutions créées par la loi du 13 mars 1917, sont absolument indépendantes l'une de l'autre. La loi n'a pas établi de solidarité entre elles, et la pratique en a fait de même. En effet, de très nombreuses banques populaires, du nouveau type, fonctionnent actuellement sur tous les points de la France, alors qu'on ne trouve trace presque nulle part de sociétés de caution mutuelle.

CARACTERES DES BANQUES POPULAIRES

Les banques populaires, bien que la loi ne s'en explique pas comme pour les sociétés de caution mutuelle, sont des sociétés commerciales puisqu'elles pratiquent les opérations de banque lesquelles sont rangées parmi les opérations commerciales par le Code de Commerce. Elles le seront aussi pour les auteurs (Voir

(1) Avis Perchot, 3 juin 1915, p. 36.

page 43) qui admettent que les sociétés coopératives de crédit mutuel sont commerciales lorsqu'elles opèrent avec le public et avec leurs sociétaires. En effet, les banques populaires peuvent avoir comme clients non seulement leurs sociétaires participant à tous les avantages de la société, mais aussi toute autre personne ne pouvant faire avec elle que certaines opérations.

De plus, les banques populaires sont des sociétés coopératives. C'est pourquoi l'intérêt qu'elles accordent aux souscripteurs de leur capital est limité et qu'une ristourne est accordée à ceux qui font des opérations avec elles. Elles sont créées pour fournir aux commerçants et aux industriels un crédit meilleur marché que les autres banques. Elles cherchent à supprimer l'établissement de banque et se substituer à lui. Voici, d'après M. Rayneri (Manuel des banques populaires, 1896), Directeur de la Banque Populaire de Menton, la définition d'une banque populaire : « Une banque populaire est une association de travailleurs honnêtes, d'hommes de progrès qui, sans distinction d'opinion ou de confession, mettent en commun leurs épargnes, leur expérience, leur intelligence, pour se procurer mutuellement le crédit à bon marché, diriger vers les activités locales une partie des capitaux disponibles, et bénéficier des produits des opérations commerciales ». C'est la meilleure définition du caractère coopératif des banques populaires.

Le titre de « Banque Populaire » est réservé aux organismes créés sous l'empire de la loi du 13 mars 1917. La loi du 7 août 1920 a interdit l'usage comme titre ou comme qualificatif de ces mots, notamment dans les prospectus, réclames, lettres à toute entreprise qui n'aura pas été autorisée par décision du Ministre du

Commerce prise après avis de la Commission de répartition des avances instituée par l'article 12 de la loi du 13 mars 1917, et cela sous peine des condamnations prévues par les dispositions de l'article 405 du Code Pénal.

RÉGIME LÉGAL DES BANQUES POPULAIRES

Sous quelle forme les banques populaires peuvent-elles se constituer ? La question est la même que pour les sociétés de caution mutuelle. La loi du 13 mars 1917 ne nous éclaire nullement.

Pour bénéficier des avantages que comporte cette loi, les banques populaires devront tout d'abord se conformer à ses prescriptions, quand même elles constitueront des règles contraires au droit commun. Puis, en raison du silence de la loi, elles pourront emprunter des principes au Code Civil qui contient le droit commun des sociétés.

Rien ne s'oppose à ce que les banques populaires se constituent sous la forme des sociétés commerciales avec capital fixe ou variable : société en nom collectif, en commandite ou anonyme, pourvu qu'elles ne dérogent pas aux principes de la loi de 1917. Et même le décret du 31 janvier 1918, dans son article 4 (10°), prévoit le cas où une banque serait constituée sous la forme de société en nom collectif. Il prévoit aussi le cas où elle serait constituée à capital variable (art. 2) et prescrit aux statuts de déterminer sous quelles conditions les sociétaires peuvent se retirer de la société. Si c'est la forme de société à capital variable que les banques populaires adoptent, les articles 48 à 54 de la loi du 24 juillet 1867, seront applicables, en tant que

ses dispositions ne sont pas en opposition avec celles de la loi de 1917. En cas de conflit entre ces deux lois, ce sont les principes de cette dernière qui prévaudront. Ainsi aux termes de l'article 49 de la loi de 1867, le maximum du capital social et de chacune des augmentations de ce capital est de 200.000 francs. En ce qui concerne les banques populaires, à capital variable, le capital social initial et chacune des augmentations ultérieures de ce capital pourra être de 500.000 francs, ainsi que le permet la loi du 7 août 1920, complétant la loi du 13 mars 1917.

MEMBRES DES BANQUES POPULAIRES

Nous avons vu, à propos des sociétés de caution mutuelle, qu'elles devaient être constituées entre commerçants, industriels, fabricants, artisans et sociétés commerciales, et que, par suite, elles présentaient un caractère professionnel.

Il n'en est pas de même des banques populaires qui jouissent, dans le silence de la loi, de la plus grande liberté dans le recrutement de leurs membres qui pourront être des commerçants ou des non commerçants.

Parmi les sociétaires, commerçants et non commerçants, peuvent entrer, soit comme membres participants, soit comme membres non-participants, distinction qui se retrouve dans les sociétés de caution mutuelle. Les premiers, membres participants, ont droit à tous les avantages de la société, tandis que les seconds n'ont droit qu'à la rémunération de leurs apports.

Le texte du premier projet ne contenait pas cette distinction, qui a été ajoutée sur l'initiative de M. Bour-

taud, député de Haute-Loire, fondateur de la Caisse du Crédit Commercial et industriel du Puy.

Les souscripteurs et les administrateurs seront Français (article 14, al. 2). Les étrangers pourront se rendre cessionnaires de parts, si les statuts ne s'y opposent (1). Les précautions qui ont été indiquées à propos des sociétés de caution mutuelle pour le recrutement des membres devront être prises également ici.

Dans son dernier alinéa, l'article 10 énumère un certain nombre de sociétés ou de syndicats qui pourront concourir à la formation du capital des banques populaires :

« Des associations fondées par des commerçants industriels fabricants sous le régime de la loi du 3 juillet 1901, les syndicats professionnels, les sociétés de caution mutuelle et les caisses d'Epargne ».

M. Landry nous donne l'explication de cette énumération (2). « Il ne s'agit point d'énumérer toutes les sortes de souscripteurs qui pourront participer à la fondation des banques populaires. On a voulu autoriser, à cet effet, certaines sociétés et institutions qui, faute d'une disposition législative expresse, n'auraient pas pu souscrire des parts des banques populaires ou bien pour qui la chose eut été douteuse ».

OBJET DES BANQUES POPULAIRES

Nous savons que l'objet des sociétés de caution mutuelle est exclusivement l'aval et l'endos des effets de commerce appartenant à leurs adhérents. Bien que,

(1). — Voir page 51 l'opinion de MM. Houpin et Bosvieux.

(2) Rapport du 6 mars 1913. p. 86.

nécessairement limité, l'objet des banques populaires ne l'est aussi strictement.

En effet, si aux termes de l'article 10, alin. 3, les banques populaires « ne peuvent faire d'opérations « qu'avec des commerçants, industriels, fabricants, artisans et sociétés commerciales pour l'exercice normal « de leur industrie, de leur commerce et de leur « métier », du moins peuvent-elles faire avec ces catégories de professionnels toutes les opérations ordinaires de banques compatibles avec l'exercice normal de leur profession : escompte des billets *souscrits par les sociétés de caution mutuelle* (L'objet essentiel, mais non exclusif, est l'escompte du papier des sociétés de caution mutuelle. Avis Perchot, 3 juin 1915, page 36), ou par d'autres, recouvrement des effets de commerce, avances ou prêts sur titres, ouvertures de crédit, réception de dépôts, à l'exclusion des opérations de bourse.

En ce qui concerne les dépôts d'argent, l'article 10, al. 3, autorise les banques populaires à en recevoir de toutes personnes et sociétés.

L'escompte sera une des opérations principales des banques populaires. Et ce sera aussi une opération très délicate. Les fonds devront être judicieusement distribués, pour qu'il puisse être facilement répondu aux demandes de remboursement des fonds et pour que la plus grande partie des sociétaires puisse profiter du crédit qu'ils sont en droit d'attendre. Et c'est à juste raison que la loi prescrit que le conseil d'administration détermine pour chaque client le montant des escomptes et avances (art. 10. 4°).

Lorsque des effets de commerce seront présentés à l'escompte, il y aura lieu d'examiner s'ils représentent du papier de production ou du papier de consumma-

tion. Dans le premier cas, le crédit doit servir à la production d'un objet nouveau, par exemple, lorsqu'un entrepreneur en maçonnerie souscrit un billet au profit du vendeur de matériaux. Dans le second cas, le crédit aussitôt fourni doit être aussitôt dépensé ; il doit servir à payer un fournisseur, un médecin, etc...

Des avances directes, sans nantissement, pourront être consenties aux membres qui seront momentanément gênés. C'est le rôle des banques populaires dont la base est la confiance qu'ont leurs membres les uns en les autres de venir en aide aux commerçants momentanément embarrassés par suite de certaines circonstances (mévente, grosses commandes, immobilisation, négligence des débiteurs) ; naturellement, ces prêts devront être faits avec prudence. L'emprunteur devra donner tous renseignements qui permettent de juger si sa demande est justifiée et si ce n'est pas son imprévoyance qui l'a provoquée. En tout cas, une caution peut être exigée et, en outre, le sociétaire emprunteur doit donner ses parts en nantissement.

Pour l'avance sur titres, le conseil d'administration fera bien de dresser une liste des valeurs à admettre en nantissement. Si ces valeurs sont bien choisies, l'opération n'offre aucun risque.

En tout cas, les avances, comme les escomptes ont une limite qui doit être déterminée par le conseil d'administration.

Les dépôts constituent une opération avantageuse pour la banque et pour les déposants. A la banque, ils fournissent des sommes disponibles pour les escomptes, et les avances. Les déposants reçoivent un intérêt pour le montant des capitaux versés et y trouvent une garantie contre la perte ou le vol.

Des travaux parlementaires, il résulte que, parmi les sociétés admises aux opérations des banques populaires, il faut comprendre les sociétés coopératives de consommation et les associations ouvrières de production (1).

De plus, il est à noter que la loi ne limite pas les opérations de la banque aux souscripteurs du capital et que, par suite, tous les commerçants sont admis à pratiquer avec elle les mêmes opérations qu'ils soient sociétaires ou non.

« Convient-il », écrit M. Landry « que les banques populaires fassent des opérations uniquement avec les souscripteurs de leur capital ou bien doit-on leur permettre d'avoir d'autres clients ? C'est le deuxième parti qui a paru le meilleur. Faute de le prendre, les banques populaires auraient pu avoir, dans les débuts, de trop grandes difficultés. » (2). Cependant, les statuts peuvent limiter le bénéfice des opérations aux seuls sociétaires (Art. 1^{er}, 2^o du Décret du 31 janvier 1918).

Lorsque la commission de la Chambre examina la deuxième fois le projet de loi, elle ajouta à l'article 10, 3^o un alinéa ainsi conçu : « Toutefois elles (les banques populaires) peuvent recevoir des sommes en dépôt de toutes personnes et sociétés ». Il a paru bon à la commission d'autoriser ces dépôts pour développer les affaires des nouvelles banques, car les condamner à ne travailler qu'avec leur capital, c'était les placer dans des conditions tout à fait défavorables et cela sans raison sérieuse.

(1) — Rapport Landry, 6 mars 1913, p. 65

(2) Rapport Landry, 6 mars 1913, p. 85.

En résumé, toutes les opérations de banque sont permises aux banques populaires, sauf celles de spéculation ; et elles peuvent les traiter avec tous les commerçants, souscripteurs ou non du capital social et de plus, elles peuvent recevoir des dépôts de toutes personnes, commerçants et non commerçants.

Comme pour les sociétés de caution mutuelle, les statuts des banques doivent spécifier expressément la circonscription territoriale à laquelle s'étendent leurs opérations. (Décret du 31 janvier 1918 ; article premier, alinéa 3). Les observations présentées sur ce sujet à propos des sociétés de caution mutuelle doivent être étendues aux banques populaires.

FORMATION DU CAPITAL SOCIAL

« Le capital social doit être constitué par sept « souscripteurs au moins » (Article 10, 1°).

« Cet article est imité de l'article 23 du 24 juillet « 1867 » ; la société anonyme ne peut être constituée si le « nombre des associés est inférieur à sept ». Une des raisons qui ont servi à justifier cette exigence a été que, dans une société où il y aurait moins de sept personnes, il ne pourrait y avoir des administrateurs, des commissaires de surveillance et une assemblée générale.

En ce qui concerne les banques populaires, on a voulu leur assurer le concours d'un groupe important de personnes, car « il ne faut pas qu'elles soient l'œuvre « et la chose d'une ou de plusieurs personnes ». (1).

(1) — Rapport Lanpry, 6 mars 1913, p. 85.

Le montant de chaque souscription n'a pas été déterminé par la loi qui se borne à dire que les « souscriptions peuvent être inégales » (art. 10, 1°). Aucun minimum n'est fixé non plus, alors que les parts des sociétés de caution mutuelle ne peuvent être inférieures à cinquante francs.

L'article 14 « des dispositions générales » étant applicable aux banques populaires comme aux sociétés de caution mutuelle, les souscripteurs du capital devront être Français.

L'article 2 du Décret du 31 janvier 1918, complète la loi qui n'a pas dit, comme pour les sociétés de caution mutuelle, que les parts devraient être nominatives.

Il dépendra des statuts de décider si les parts seront négociables ou non négociables. Lorsque les statuts les auront déclarées négociables, elles ne pourront être transférées qu'avec l'agrément du conseil d'administration (art. 2 du même décret). Grâce à cette mesure, le conseil d'administration pourra interdire l'entrée de la société aux personnes qui ne sembleront pas offrir une garantie suffisante d'honorabilité ; il pourra également en interdire l'entrée aux étrangers qui ne peuvent être souscripteurs, mais pour qui il y a doute de savoir s'ils ne peuvent se rendre cessionnaires de parts.

La loi et le décret sont muets sur deux points très importants : Le capital doit-il être entièrement souscrit et quelle portion de ce capital doit-elle être versée ?

On ne voit pas trop bien comment une société, une banque populaire pourrait être constituée sans que son capital soit entièrement souscrit. Il est de toute évidence que ce capital doit être souscrit en totalité.

Pour la portion du capital souscrit qui doit être réellement versée, elle doit être fixée par les statuts.

Ceux-ci pourront décider que, par analogie avec le capital des sociétés de caution mutuelle le quart devra être versé. En tout cas, plus la portion du capital versé sera forte, plus élevées seront les avances de l'Etat (art. 12 de la loi).

Si c'est sous le régime des sociétés par actions que les banques populaires se constituent, il faudra se référer à la loi du 24 juillet 1867, pour déterminer le montant de chaque action et la portion du capital à verser sur chaque action avant la constitution de la société. Dans ce cas, il y a lieu de faire par devant notaire la déclaration relative à la souscription du capital et au versement du quart ou de la totalité.

STATUTS

La part des statuts dans les sociétés de caution mutuelle est, on le sait, importante à cause du laconisme de la loi. On ne peut dire que le rôle qui leur revient dans les banques populaires est moins grand, car la loi qui contient neuf articles pour les sociétés de caution mutuelle ne renferme qu'un seul intéressant le fonctionnement et la constitution des banques populaires.

Les seuls points qui seront indiqués ici seront ceux que la loi et le décret prescrivent aux statuts de déterminer, mais il existe beaucoup d'autres questions de détail qui varieront avec chaque banque populaire et qu'il est impossible de prévoir. C'est ainsi qu'aucun texte n'ordonne de fixer le montant du capital à souscrire, le taux de chaque action, la quotité à verser sur chaque action ou sur le montant du capital souscrit, questions de la plus haute importance.

L'article premier du Décret du 31 janvier 1918, rend applicables aux banques populaires, les prescriptions du paragraphe premier de l'article 2 de la loi en vertu desquelles les statuts doivent déterminer le siège et le mode d'administration de la société, les conditions nécessaires à la modification de ces statuts et à la dissolution de la société, la composition du capital et la proportion dans laquelle chacun des membres contribue à sa constitution.

Les statuts règlent l'étendue et les conditions de la responsabilité qui incombent à chacun des sociétaires dans les engagements de la société (art. 10-2° de la loi). C'est la répétition de ce que dit l'article 2 pour les sociétés de caution mutuelle avec cette différence, toutefois, qu'une plus grande liberté est laissée aux banques populaires. Leurs statuts pourraient libérer les sociétaires à n'importe quelle époque, dès le jour de leur sortie de la société, tandis que, ceux des sociétés de caution mutuelle ne pourront libérer leurs membres qu'après la liquidation des opérations contractées par la société antérieurement à leur sortie. D'ailleurs, la question a moins d'importance pour les membres des banques populaires, ces dernières n'étant pas appelées à jouer le rôle de caution comme les sociétés de caution mutuelle.

Les statuts des banques populaires doivent exiger que le conseil d'administration détermine pour chaque client le montant maximum des escomptes et avances qui peuvent être consentis et limiter eux-mêmes la durée des avances et l'échéance des effets admis à l'escompte (Art. 10, 4°). En ce qui concerne les sociétés de caution mutuelle, l'article 3 contient la même disposition

Dans un cas comme dans l'autre, il conviendra de limiter le crédit à une durée maximum d'une année.

Il sera prudent d'insérer dans les statuts, comme la loi l'a fait à propos des sociétés de caution mutuelle, le droit du conseil d'administration de refuser l'escompte des effets qui lui seront présentés pour des raisons dont il restera seul juge ou de ne l'accorder qu'en prenant des garanties.

En outre, les statuts doivent spécifier expressément : (Article 1 du Décret)

1° La durée de la société et la circonscription territoriale à laquelle s'étendent ses opérations.

2° Le nombre des voix dont dispose chaque actionnaire dans les assemblées générales, eu égard au nombre de parts dont il est titulaire, et le nombre maximum de voix qu'il peut avoir quel que soit ce nombre de parts.

Bien que toutes les opérations de banque, à l'exception de celles de spéculation, soient permises aux banques populaires, les statuts doivent déterminer ces opérations (Article premier, 2° du Décret).

FORMALITES PREALABLES

En dehors des formalités de publicité, la loi du 13 mars 1917 n'indique pas plus pour les banques populaires que pour les sociétés de caution mutuelle les formalités préalables à remplir avant le fonctionnement des sociétés. Toute liberté est, par suite, laissée aux statuts qui pourront s'inspirer utilement de la loi du 24 juillet 1867.

Il faudra au moins, réunir les souscripteurs en assemblée générale pour leur rendre compte de l'état des

versements et faire approuver les statuts et faire nommer les organes de direction et de contrôle.

PUBLICITÉ

Les formalités de publicité sont les mêmes pour les banques populaires et pour les sociétés de caution mutuelle (Art. 10, alinéa 1). (1)

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DIRECTION — CONTROLE

La question des avances de fonds par l'Etat (traitée d'ailleurs assez longuement) mise à part, la loi du 13 mars 1917 ne contient rien autre que ce qui vient d'être exposé au sujet des banques populaires, de sorte que la création des Assemblées Générales et des organes de direction et de contrôle est laissée à l'arbitraire des fondateurs.

Comme on l'a vu, les souscripteurs devront être réunis en assemblée générale constitutive avant que la banque commence à fonctionner. Il appartiendra à cette assemblée d'approuver les statuts, de prendre connaissance de l'état des souscriptions et des versements, de nommer les administrateurs s'ils ne sont pas nommés par les statuts et les commissaires de surveillance.

Des assemblées générales ordinaires se réuniront annuellement pour recevoir les comptes des administrateurs et les approuver, procéder à la nomination de nouveaux administrateurs et commissaires de surveillance, conclure à la répartition des bénéfices.

(1). -- Voir page 64.

Les assemblées générales extraordinaires pourront se réunir lorsqu'il y aura lieu de modifier les statuts ou de dissoudre la société.

Le décret du 31 janvier 1918 suppose créés tous ces organes : assemblées générales, constitutives, ordinaires, extraordinaires, administrateurs, commissaires de surveillance, dont la loi ne fait aucune mention. C'est ainsi que l'article 4 de ce décret prescrit d'ajouter à toute demande d'avances à l'Etat, notamment : 1° une copie du procès-verbal de l'Assemblée Générale constitutive ; 2° Une copie des procès-verbaux des Assemblées Générales ayant postérieurement apporté des modifications aux statuts ; 3° La liste des membres du Conseil d'Administration et de la Commission de surveillance.

Les statuts régleront les modes de convocation et de délibération des sociétaires, les conditions de composition de majorité, de quorum, de vote, les pouvoirs des Assemblées.

Dans les assemblées générales des banques populaires, comme dans celles des sociétés de caution mutuelle, chacun des sociétaires ne jouit que d'un nombre de voix limité par les statuts. (Art. premier du décret. Alinéa 4).

Les administrateurs doivent être Français (article 14 de la loi).

Le choix des administrateurs présentera les mêmes difficultés que celui des sociétaires. De bons administrateurs auront plus de chance de réussir, s'ils réunissent les qualités d'indépendance, de fortune et d'expérience. Il vaudra mieux que chaque branche du commerce et de l'industrie soit représentée dans le conseil d'administration.

Le nombre des administrateurs, l'étendue de leurs pouvoirs, la durée de leurs fonctions, les conditions de vote, l'autorisation de déléguer les pouvoirs à un directeur devront être prévus par les statuts.

Voici quelques conseils donnés par M. Ch. Rayneri (Manuel des Banques populaires, 1896), dont le dévouement à la cause des banques populaires est connu en France de tous ceux que cette œuvre intéresse et dont le nom est souvent cité par les documents officiels :

Le Conseil d'administration devra se réunir le plus souvent possible pour suivre avec soin la marche des affaires et lui imprimer la direction à prendre. Il aura à chaque séance à examiner les opérations d'escompte et d'avances faites depuis la précédente et s'assurer si les chapitres de la situation se maintiennent dans les limites fixées par les statuts. Il fera les enquêtes sur les personnes qui demandent leur admission et règlera les questions relatives aux demandes d'escompte que le Directeur n'aura pas voulu régler lui-même. Dans son sein, il créera une section de comptabilité chargée de vérifier les livres et la caisse ; une section du contentieux qui statuera sur les effets en souffrance et surveillera les formalités légales ; une section de propagande chargée de faire connaître les avantages de la société. Un procès-verbal clôturera chaque séance.

Les commissaires de surveillance vérifieront les livres de comptabilité et la caisse, et feront un rapport sur la gestion des administrateurs, sur la situation de la société. Ils veilleront à ce que les statuts ne soient pas violés. Les règlements devront leur permettre d'exercer une surveillance continue et réelle sur la marche des affaires, de suivre le mouvement de la clientèle et

l'exécution des délibérations des assemblées générales. Les commissaires s'assureront que le reliquat des sommes portées en écritures sur les livres de comptabilité correspondent bien avec l'existant réel en caisse. En vérifiant le portefeuille, ils examineront si aucun effet ne manque et si la limite de crédit accordée à chaque membre n'a pas été dépassée.

RETRAITE DES ASSOCIÉS — VARIABILITÉ DU CAPITAL

Les membres des banques populaires n'ont pas reçu de la loi du 13 mars 1917, comme ceux des sociétés de caution mutuelle, la liberté de se retirer de la société et de réclamer le remboursement de leurs parts. Il est vrai que rien n'empêche les statuts des banques populaires d'adopter les dispositions de l'article 2, alinéa 3, et de permettre à leurs membres de demander le remboursement de leurs parts moyennant un préavis de trois mois.

Les membres des banques populaires pourront aussi se retirer lorsque celles-ci auront adopté la forme des sociétés à capital variable dans les conditions de la loi du 24 juillet 1867. Mais ce droit de retraite est limité en raison de ce que les statuts doivent déterminer la somme au-dessous de laquelle le capital pourra être réduit par les reprises des apports : cette somme ne peut, en aucun cas, être inférieure au dixième du capital social (Art. 51 de la loi du 24 juillet 1867). Cette faculté pour les membres de se constituer à capital variable résulte d'une disposition contenue à l'article 2 du décret).

RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

La loi a déterminé la répartition des bénéfices pour les banques populaires comme elle l'a fait pour les sociétés de caution mutuelle.

Tout d'abord « les capitaux souscrits ne peuvent « recevoir un intérêt supérieur à 5 0/0 des versements effectués ». (Art. 10, 2°)

La loi du 7 août 1920 a porté cet intérêt à 6 0/0, taux assez raisonnable auquel empruntent l'Etat et les sociétés privées.

Il importe de remarquer que c'est sur les sommes versées réellement, et non sur celles souscrites, que l'intérêt doit être calculé.

Ensuite, une certaine attribution est faite aux réserves. Les statuts déterminent librement le montant de cette attribution, ainsi que le maximum des réserves.

Enfin, si les réserves n'ont pas tout absorbé, le surplus servira à faire une répartition entre les clients de la banque, proportionnelle aux prélèvements subis par eux.

Ainsi, les banques populaires apparaissent par ce côté comme les sociétés nettement coopératives puisqu'on y trouve la limitation des intérêts du capital et la répartition, non aux associés, mais aux clients de la banque du surplus des bénéfices sous forme de ristourne. « La banque populaire ne fera pas de bénéfices proprement dits », écrit M. Landry, « elle « fonctionnera pour l'unique avantage de ses clients ; « ce sera un organisme proprement coopératif » (1).

(1). — Rapport du 6 mars 1913, p. 85.

RESPONSABILITÉ DES ASSOCIÉS

La responsabilité qui doit incomber aux associés sera celle qu'ils auront eux-mêmes créée, car elle sera l'œuvre des statuts et, par suite, des souscripteurs eux-mêmes. La responsabilité des membres d'une banque sera, par suite, plus ou moins étendue que celle des membres d'une banque voisine.

L'article 10, 1° *in fine*, est en effet, ainsi conçu :
« Les statuts règlent l'étendue et les conditions de la
« responsabilité qui incombe à chacun dans les en-
« gagements de la société ».

Ce paragraphe qui ne figurait pas dans le texte initial y a été ajouté par la Commission spéciale de la Chambre des Députés. Ce paragraphe, inspiré de celui qui figure dans l'article 2 (sociétés de caution mutuelle). « était utile », dit M. Landry, « pour bien marquer
« que les banques populaires, tout comme les sociétés
« de caution mutuelle sont des sociétés d'un type
« nouveau et non pas des sociétés rentrant dans le
« cadre de la loi de 1867 » (2).

La responsabilité des sociétaires pourra revêtir une ou plusieurs de ces formes : individuelle, collective, limitée aux apports ou illimitée, c'est ce qu'on peut déduire de l'article 4 du décret, (numéros 10 et 11)..

RESPONSABILITÉ DES ADMINISTRATEURS

Dans les banques populaires, aucune responsabilité spéciale n'incombe aux administrateurs, semblable à celle que consacre l'article 9 pour ceux de sociétés de

(2) — Rapport du 27 novembre 1913, p. 12

caution mutuelle. Par suite, il y a lieu de leur appliquer la responsabilité de droit commun.

Chaque administrateur sera individuellement responsable de ses propres fautes dans la mesure du préjudice qu'il aura personnellement causé.

Mais lorsque une faute sera imputable à tous les administrateurs, de telle sorte qu'on ne pourra l'attribuer à l'un d'eux, la responsabilité deviendra solidaire.

La responsabilité des administrateurs peut s'apprécier au point de vue civil et au point de vue pénal.

Au point de vue civil, les administrateurs sont responsables, soit des infractions à la loi du 13 mars 1917, ; soit des infractions aux statuts ; soit de leurs fautes de gestion pour n'avoir pas apporté à la gestion de l'affaire sociale tous les soins d'un bon père de famille ; soit de leurs délits ou quasi-délits ; notamment, en passant des écritures trompeuses pour la Commission de surveillance et pour cacher leurs imprudences ; soit en laissant distribuer les intérêts aux souscripteurs du capital en s'appuyant sur les bénéfices fictifs.

Au point de vue pénal, les administrateurs peuvent se rendre coupables de délits de droit commun et notamment d'abus de confiance, d'escroquerie et d'agio-tage.

L'article 7 de la loi relatif aux conditions de publicité des sociétés de caution mutuelle étant applicable aux banques populaires, il semblerait juste d'étendre à ces dernières la répression prévue par l'article 9, 2^e alinéa, en cas de contravention aux formalités de publicité : une amende de 16 à 500 francs pourrait être prononcée contre les administrateurs.

DISSOLUTION

Aucune cause spéciale de dissolution n'a été prévue pour les banques populaires. Aux termes de l'article 1 du décret du 31 janvier 1918, il appartient aux statuts de déterminer les conditions nécessaires à la dissolution de la société.

Les causes de dissolution prévues par le Code civil et les lois commerciales trouveront leur application ici.

Comme les banques populaires sont fondées sur la confiance mutuelle des sociétaires, les statuts devront prévoir qu'en cas de mort, faillite, liquidation judiciaire ou déconfiture de l'un d'eux ou pour tout autre cause, la société ne sera pas dissoute et continuera entre les autres.

FAVEURS FISCALES

L'article 10 a rendu applicable aux banques populaires l'article 8 qui favorise, au point de vue fiscal, les sociétés de caution mutuelle.

Par suite, les banques populaires dont les statuts et le fonctionnement auront été reconnus conformes aux dispositions de la loi du 13 mars 1917, sont exemptes de l'impôt de la patente ainsi que de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. Et les certificats des parts non négociables ne sont soumis qu'au timbre de dimension.

En outre, les banques populaires ne sont pas soumises à l'impôt sur le chiffre d'affaires fixé par les articles 59 et suivants de la loi du 25 juin 1920 à 1,10 0/0 sur le montant des affaires réalisées (Loi du 7 août 1920).

AVANCES DE L'ÉTAT

Le principal avantage accordé par la loi aux nouvelles banques populaires, ce sont les avances que l'Etat leur fera. « Sur l'avance de vingt (20) millions
« versé au Trésor par la Banque de France, en vertu
« de l'article premier de la Convention du 11 no-
« vembre 1911, approuvée par la loi du 29 décem-
« bre 1911, le Gouvernement est autorisé à disposer
« de 12 millions pour être attribués sous forme
« d'avances sans intérêts aux banques populaires,
« constituées et fonctionnant conformément à l'ar-
« ticle 10 de la présente loi ». (Article 11).

Dans le projet du Gouvernement, sur les 12 millions, deux millions devaient être attribués spécialement aux banques populaires fondées par les sociétés ouvrières de production qui auraient continué, d'autre part, à recevoir des subventions faisant l'objet d'un crédit spécial inscrit au budget du travail et les 10 millions de surplus devaient revenir aux autres banques populaires. C'est la Commission du Commerce et de l'industrie de la Chambre des Députés qui a fait une masse unique des 12 millions affectés par le Gouvernement au crédit commercial et industriel.

On peut remarquer, avec raison, que l'avance de 12 millions à faire aux banques populaires est bien maigre quand on la compare à la dotation dont jouit le crédit agricole. En 1910, plus de 100 millions ont été mis à la disposition de l'agriculture qui n'a même pas pu absorber toute cette somme provenant des avances de la Banque de France et de la redevance annuelle que cette dernière doit verser au trésor, lesquelles proviennent des affaires traitées avec la Ban-

que par le commerce et l'industrie. La redevance annuelle, qui était de deux millions et demi environ, lorsque le législateur l'a affectée au Crédit agricole, n'a pas cessé d'augmenter. En 1914, elle était de 14 millions et, en 1920, elle a atteint près de 39 millions.

Actuellement, la dotation du Crédit agricole comprend (1) :

1° Une avance fixe de	40 millions
2° La totalité des redevances soit plus de	260 millions
3° La dotation ouverte par la loi du 4 mai 1918 pour la mise en cultures des terres abandonnées soit	<u>100 millions</u>
Ensemble, plus de	400 millions

Le crédit agricole n'arrive même pas à utiliser toutes ces sommes puisque en 1913, sur 135 millions, il n'avait employé que 93 millions.

D'un rapport adressé au Président de la République le 19 juin 1920, il résulte que, au 31 décembre 1919, sur les 234 millions qu'il avait obtenus à cette date, le Crédit Agricole n'avait pu utiliser que 124 millions (J.-O. du 7 juillet 1920).

On peut s'étonner que cet état de choses n'ait pas été modifié en 1911, quand l'occasion était favorable.

Il n'en eut rien coûté à l'Etat. La loi du 29 décembre 1911, a, en effet, modifié la quotité de la redevance annuelle lorsque le taux de l'escompte est supérieur à 3 1/2 0/0. Et comme l'a dit le rapporteur

(1) — Rapport de M. Ginet, secrétaire de l'Union syndicale des banques populaires sur les desiderata des banques populaires, 21 juin 1921.

de la Commission des Finances, M. Perchot, lors de la discussion du projet au Sénat. le premier février 1917, « le produit de cette augmentation ne pouvait « en aucune façon, être considéré comme hypothéqué « au profit du crédit agricole par une loi votée en « 1899. Il eut suffi de spécifier dans la loi de 1911 « qu'il profiterait à d'autres œuvres de crédit ».

On ne l'a pas fait parce que la commission de l'Agriculture de la Chambre des Députés ne l'a pas voulu.

La loi du 20 décembre 1918 portant renouvellement du privilège de la Banque de France a décidé que : « le produit de la redevance supplémentaire instituée « par l'article 4 de la convention du 26 octobre 1917, « ainsi que la part de bénéfices revenant éventuelle- « ment à l'Etat en vertu de la Convention addition- « nelle du 26 juillet 1918 seront affectés chaque an- « née au Crédit agricole jusqu'à concurrence de la « somme nécessaire pour parfaire la dotation résul- « tant de l'application des lois des 17 novembre 1897 « et 20 décembre 1911. Le surplus sera réservé et « versé à un compte spécial du Trésor jusqu'à ce que « des dispositions législatives aient déterminé les con- « ditions dans lesquelles ce produit sera affecté à des « œuvres de crédit ».

La Convention du 26 octobre 1917 dont il est question ci-dessus a eu pour but d'augmenter le taux de la redevance annuelle instituée par la loi du 17 novembre 1897 et de créer une redevance annuelle supplémentaire.

Aux termes de la convention du 26 juillet 1918, il a été décidé que toute répartition d'un dividende annuel supérieur à 240 francs nets d'impôts par action

obligerait la Banque à verser à l'Etat une somme égale à l'excédent net réparti.

De la loi du 20 décembre 1918, il résulte que, désormais, tous les prélèvements qui seront opérés par l'Etat sur la Banque de France ne seront plus affectés seulement au Crédit agricole. Le Gouvernement pourra plus longuement doter d'autres œuvres de crédit notamment le crédit à long terme ou à l'exportation dont l'organisation n'a été que retardée lors du vote de la loi du 13 mars 1917. En effet, il a été entendu entre les diverses commissions parlementaires que cette question d'une importance capitale devait être résolue sans retard.

Les banques populaires elles-mêmes pourront être appelées à bénéficier des nouvelles redevances supportées par la Banque. N'était-ce pas l'idée de M. Perchot en suggérant au Sénat dans la séance du premier février 1917, à la veille du renouvellement du privilège de la Banque de France que la redevance annuelle fut partagée entre le crédit agricole et les institutions ayant pour objet de distribuer le crédit au commerce et à l'industrie, conformément au vœu exprimé par le Comité républicain du Commerce, de l'Industrie et de l'agriculture, présidé par M. le Sénateur Mascuraud.

La commission extraparlamentaire de la réforme bancaire avait proposé que l'avance de 20 millions fut attribuée entièrement aux banques populaires. Le Gouvernement estima qu'il n'était « pas de bonne « politique financière d'accorder un concours trop « important à des sociétés qu'il appartient à l'initiative « privée, de créer et de soutenir ». (1). Et cependant,

(1) — Rapport Landry, 6 mars 1913, p. 45.

le Gouvernement jugeait bon de prêter au Crédit agricole des centaines de millions de francs qui auraient dû provenir de l'épargne privée.

« Cette somme de 12 millions doit figurer à un « compte spécial du Trésor où seront également « portés les fonds de concours qui seront versés en « vue de la même affectation ». (Art. 11, al. 2). Ainsi, en plus de la dotation de 12 millions, les Banques populaires pourront recevoir d'autres subventions que la loi appelle des fonds de concours sans plus de renseignement.

RÉPARTITION DES AVANCES

« La répartition des avances est faite par le Ministre du Commerce sur l'avis d'une Commission « spéciale dont les membres sont nommés pour quatre années par Décret ». (Art. 12, al. 2).

Le Ministre du Commerce nommera neuf membres de cette commission dont deux fonctionnaires de son département, trois membres des Chambres de Commerce, quatre représentants des banques populaires.

Le Ministre des Finances en nommera quatre, dont deux fonctionnaires de son Département, un représentant de la Banque de France et un représentant des autres banques et établissements de crédit.

Le Ministre du Travail en nommera trois, dont deux fonctionnaires de son Département et un membre de la Commission supérieure des Caisses d'Épargne ou un membre du Conseil Supérieur de la Mutualité :

Soit, en tout, seize membres.

Cette même commission sera chargée de donner son avis pour les renouvellements et c'est le Ministre du Commerce qui accordera ces renouvellements.

MONTANT ET DURÉE DES AVANCES

« Les avances ne peuvent excéder le double du capital versé en espèces ». (Art. 12, al. 1).

Il importe de remarquer que c'est le capital réellement versé et non le montant du capital souscrit qui sert de base au montant des avances.

La loi du 31 mars 1899 concernant les caisses agricoles (aujourd'hui abrogée) accordait de plus larges subventions à ces dernières : le montant des avances pouvait atteindre le quadruple du montant du capital versé en espèces. Cette différence tient à ce que les risques sont plus grands dans le crédit commercial et industriel que dans le crédit agricole.

Quand il s'agit du Crédit agricole, il est facile de trouver des garanties et de connaître l'état des affaires de chaque emprunteur. L'unité de la profession, l'identité des produits et de leur valeur avec la certitude de leur écoulement dans l'année diminue beaucoup les risques du crédit.

Au contraire, quand il s'agit du crédit commercial et industriel, les sûretés sont moins visibles que dans l'agriculture, les affaires de chacun ne sont pas connues, car il est facile de dissimuler la situation réelle. De plus, l'écoulement des produits est moins certain, étant sujet aux crises, aux variations de la mode. « Enfin, l'on ne trouve pour le crédit commercial et industriel une

« base aussi rassurante et naturelle que les syndicats agricoles » (1).

C'est pourquoi la loi nouvelle du 5 août 1920 sur le Crédit agricole a décidé que « les associations agricoles pourraient recevoir des avances égales à six fois leur capital versé en argent ou en nature ». (Art. 28).

Aux termes de l'article 12 de la loi du 13 mars 1917, les avances accordées aux banques populaires ne peuvent être accordées pour plus de cinq ans. Le projet du Gouvernement avait fixé à trois ans seulement la durée des avances. Ce délai avait semblé suffisant, vu les gros risques des avances au crédit commercial et industriel. C'est à la demande de M. Boutaud, déjà nommé, le fondateur de la Caisse du Crédit Commercial et industriel du Puy, créée en 1911 et en pleine prospérité dès avant le vote de la loi, que ce délai a été porté à cinq ans. « Car, il faut que celles-ci aient un certain temps pour utiliser ces avances qui doivent les aider dans leurs premiers pas et leur permettre d'élargir leur champ d'action » (2).

Les avances de l'Etat, à la fin de la cinquième année, pourront être renouvelées. Elles pourront l'être aussi longtemps que les banques populaires se conformeront aux règles qui les régissent.

La Commission du Commerce et de l'Industrie de la Chambre des Députés a insisté sur le caractère temporaire que doivent conserver les avances de l'Etat quoique renouvelables, pour que les banques populaires ne tombent pas dans l'erreur commise par le

(1) — Rapport Landry, 6 mars 1913, p. 40.

(2) — Rapport Landry, 27 novembre 1913, p. 13.

Crédit agricole de considérer les avances de l'Etat comme avances faites à perpétuité. Et cependant, la Commission n'a pas créé un système au moyen duquel les remboursements se seraient faits automatiquement. Les banques populaires devront rechercher les moyens de procéder à ces remboursements.

Le Ministre du Commerce peut déterminer, au moment où il accorde les avances ou bien par une décision ultérieure, comment se fera l'amortissement de ces avances, et si cet amortissement ne s'est pas effectué régulièrement le renouvellement ne peut être accordé, sauf cependant si les circonstances n'ont pas permis d'effectuer ce remboursement. (Art. 8 du décret).

Le premier projet autorisait le Ministre du Commerce à exiger que, pour moitié, les avances de l'Etat soient employées en valeurs admises en garantie des avances de la Banque de France (rentes sur l'Etat, bons du Trésor, obligations du Crédit Foncier, des chemins de fer, des départements, villes, colonies, etc...). Cette disposition a été supprimée et à juste raison. L'immobilisation à concurrence de moitié des avances de l'Etat aurait été à l'encontre du but poursuivi.

Chaque année, dans un rapport adressé au Président de la République et qui sera publié au Journal Officiel, la Commission de répartition nommée en vertu de l'article 12 de la loi du 13 mars 1917 rendra compte des demandes d'avances qui auront été adressées par les banques populaires et de la suite qui leur aura été donnée.

Le décret du 31 janvier 1918 contient diverses instructions au sujet de la fixation du montant et de la durée des avances de l'Etat. Pour attribuer celles-ci, dit l'article 6, il doit être tenu compte du développe-

ment des affaires de la banque populaire intéressée, de la nature de ses opérations et de son genre de clientèle, des engagements en cours pris par elle à l'égard des tiers, notamment sous forme d'emprunts ou de réception de dépôts, des avances de l'Etat déjà reçues par elles et d'une façon générale de tous les éléments de nature à permettre de juger de sa solvabilité et d'assurer le remboursement de l'avance à l'échéance.

Il en résulte que les avances ne seront consenties qu'aux banques qui auront fait leurs preuves et montré leur aptitude à prospérer.

GARANTIES

L'article 4 de la loi du 13 mars 1917 prescrit aux sociétés de caution mutuelle de faire emploi du capital et du fonds de réserve soit en placement de valeurs soit en dépôts en banque. Pareille disposition ne se retrouve pas dans la loi en ce qui concerne les banques populaires. Mais le décret du 31 janvier 1918 permet au ministre du Commerce de n'attribuer d'avances aux banques populaires que si elles présentent des garanties de remboursement et ces garanties consistent en l'emploi du capital social et du fonds de réserve (art. 7).

Ainsi indirectement on a rétabli un paragraphe de l'article 12 du projet de loi qui exigeait qu'une partie des avances fut employée en valeurs admises en garantie par la Banque de France. Cet article fut supprimé par la Commission du Commerce de la Chambre à la demande de M. Boutaud. Une partie ou la totalité du capital social et du fonds de réserve s'im-

mobilisera en valeurs rapportant de maigres intérêts. Les banques populaires en auraient trouvé un meilleur emploi dans l'escompte des effets de commerce.

INSTRUCTION DES DEMANDES D'AVANCE

Le décret du 31 janvier 1918 règle en détail dans ses articles 3, 4, 5 tout ce qui est relatif aux demandes d'avances et à l'instruction de ces demandes.

En faisant leur demande, les banques populaires doivent indiquer la somme sollicitée et le temps pour lequel l'avance est demandée (art. 3, alinéa 1). Les avances ne peuvent dépasser le double du capital, ni être accordée pour plus de 5 années mais elles sont renouvelables à la fin de cette période ; une nouvelle demande est alors nécessaire.

A la demande doit être joint un double engagement : d'abord de communiquer à l'avance au ministre du Commerce tout projet de modification aux statuts ou de dissolution, puis de l'informer sans retard de tout changement dans le conseil d'administration (art. 3, alinéa 2).

Comme sanction de violation de cet engagement, les avances deviennent immédiatement exigibles et l'Etat peut en poursuivre le remboursement intégral sans délai. La demande d'avances est signée par les administrateurs ayant qualité pour engager la banque d'après ses statuts. (Art 3, alinéa 3).

A cette demande doit être jointe toute une série de pièces énumérées dans le Décret du 31 janvier 1918.

1°) Un exemplaire sur papier libre, certifié conforme des statuts de la société.

2°) Une copie sur papier libre certifiée conforme du récépissé délivré par le greffier de la Justice de paix lors du dépôt en quatre exemplaires des statuts et de la liste des administrateurs et des sociétaires et le montant de chaque souscription (art. 4 du décret et 7., al. 2 de la loi).

De même en cas de modification aux statuts, copie du récépissé du dépôt consécutif à ces modifications doit être jointe à la demande.

3°) La liste certifiée exacte des membres de la société à la date où la demande sera faite. Cette liste contiendra l'indication de leurs prénoms, noms, domiciles, profession et nationalité, du nombre de la valeur nominale et du montant des parts sociales souscrites par chacun d'eux, ainsi que les versements effectués sur celles-ci (art. 4-3°).

Ces indications sont à peu près celles qui sont données lors de l'accomplissement des formalités de publicité (art. 7 de la loi).

La liste des sociétaires est divisée en deux parties qui comprennent l'une les membres participants et l'autre les membres non participants (art. 4).

En ce qui concerne les souscriptions émanant de sociétés, associations, syndicats professionnels, sociétés de caution mutuelle ou caisses d'épargne (art. 10, dernier alinéa), on doit mentionner, outre les indications ci-dessus les prénoms, nom, domicile, profession et nationalité de leur président administrateur délégué, directeur ou mandataire.

4°) La liste certifiée exacte des membres du Conseil d'administration et de la Commission de surveillance de la société à la date de la demande avec indication de leurs prénoms, nom, domicile, profession et

nationalité : cette disposition suppose que les banques populaires devront avoir des commissaires de surveillance comme les sociétés par actions.

5°) Une copie sur papier libre, certifiée conforme du procès-verbal de l'assemblée générale constitutive, ainsi que des procès-verbaux des assemblées générales ayant postérieurement apporté des modifications aux statuts.

6°) Un exemplaire, certifié conforme du règlement intérieur de la société.

7°) Une copie certifiée conforme du procès-verbal de l'assemblée générale ou du Conseil d'administration qui suivant les statuts aura décidé de présenter la demande d'avances.

8°) Une copie certifiée conforme du dernier bilan avec le tableau des opérations actives et passives du dernier exercice, ainsi que la copie du compte-rendu moral et financier présenté à la dernière assemblée générale et du procès-verbal de celle-ci.

On voit par là que les banques populaires doivent être organisées comme les sociétés par actions : annuellement un rapport sera fait par la Commission de surveillance, rapport qui rendra compte de la situation de la société. L'assemblée se prononcera ensuite sur la question de savoir si elle approuve ou désapprouve la gestion. C'est la copie du compte-rendu et de ce procès-verbal qui sera jointe à la demandes d'avances.

Si le dernier bilan remonte à plus de trois mois il y est joint un tableau des opérations actives et passives effectuées depuis la clôture du dernier exercice jusqu'au jour de la demande d'avances.

Si la banque populaire n'a pas un an de fonctionnement le bilan et le tableau des opérations sont ar-

rêtés à la date de la demande d'avances par le Conseil d'administration qui doit y joindre les observations présentées à leur sujet par la commission de surveillance.

9°) Une déclaration, certifiée exacte indiquant le chiffre global des escomptes qui peuvent être consentis et des crédits ouverts aux clients de la banque populaire à la date de la demande, avec indication de leur durée maxima telle qu'elle a dû être fixée par le Conseil d'administration par application de l'article 10-4° de la loi du 13 mars 1917.

Aux termes de ce dernier article c'est le conseil d'administration qui détermine le montant maximum des avances et escomptes qui peuvent être consentis à chaque client. Il suffira de totaliser le montant réel des escomptes et avances faits pour tous les clients. D'autre part, il suffira d'y joindre la copie des statuts qui a limité la durée des avances et l'échéance des billets escomptés, car ce sont les statuts et non le conseil d'administration comme dit le Décret qui doivent fixer cette durée maxima.

10°) Dans le cas où la banque populaire est constituée sous la forme de société en nom collectif, une évaluation en argent de la garantie totale que représente à l'égard des créanciers de la société, la responsabilité collective de ses membres.

11°) Dans le cas où la banque populaire étant constituée sous le régime de la responsabilité limitée, les sociétaires sont néanmoins tenus statutairement à garantir dans une certaine mesure et en plus de leur souscription de parts les engagements de la société, une évaluation en argent de la garantie complémentaire totale que représente cette obligation.

Ces deux dernières dispositions visent le cas où la banque populaire se constituerait soit sous le régime de la société en nom collectif, soit sous le régime de la société anonyme. Bien que ayant adopté la forme anonyme les statuts de la banque populaire peuvent convenir que les membres resteront tenus au-delà du montant de leurs parts comme dans les sociétés allemandes du type Schulze-Delitzsch et dans ce cas il y a lieu d'évaluer en argent cette garantie complémentaire.

Lorsque la demande d'avances a été adressée avec toutes pièces justificatives au ministre de Commerce et de l'industrie, celui-ci fait faire une enquête au cours de laquelle la banque doit tenir ses livres à la disposition de toute personne chargée d'y procéder et produire tous renseignements qui lui seraient demandés et notamment, elle peut être invitée à fournir un dossier spécial relatif à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement des sociétés de caution mutuelle (art. 5) dont elle escompte le portefeuille.

REMBOURSEMENT ANTICIPÉ DES AVANCES

En outre du remboursement normal prévu par les statuts et opérés par étapes, les banques populaires pourront avoir à rembourser d'un seul coup, dans certaines circonstances, les avances que l'Etat leur aura faites.

Il en sera ainsi lorsque les statuts auront été violés ou que les garanties, sur le vu desquels les avances auront été accordées, auront été diminuées, notamment si les garanties qui reposaient (art. 7 du décret) sur l'emploi du capital social et du fonds de réserve disparaissaient par la vente des valeurs mobilières données en garantie.

Ce cas de remboursement anticipé est prévu par l'art. 12, art. 1, de la loi ainsi conçu :

« Les avances sont immédiatement remboursables en cas de violation des statuts ou de diminution des garanties sur le vu desquelles elles ont été accordées ».

Le décret du 31 janvier 1918 a prévu divers autres cas (art. 9) où les « avances en cours deviendraient immédiatement et de plein droit exigibles et où l'Etat devrait en poursuivre le remboursement intégral sans délai auprès de la banque populaire bénéficiaire ».

1° Au cas où la banque populaire bénéficiaire d'une avance de l'Etat est dissoute.

2° Au cas où la banque est mise en faillite ou liquidation judiciaire.

3° Au cas où elle viole ses statuts.

4° Lorsque la banque modifie ses statuts sans en avoir fait la communication préalable au Ministre du Commerce, ainsi qu'il est dit sous l'article 3 du décret.

5° Lorsqu'elle perd son caractère de banque populaire tel qu'il résulte des prescriptions de l'article 10 de la loi du 13 mars 1917. Il en sera ainsi lorsqu'une des dispositions de cette loi aura été violée, par exemple, quand il y aura moins de sept souscripteurs, quand un intérêt supérieur à celui fixé par la loi aura été versé, si la banque fait des opérations de bourse, etc...

6° Lorsqu'un projet de modification aux statuts communiqué au ministre, en exécution de l'art. 3 et de nature à diminuer les garanties de l'Etat reçoit opposition du Ministre et qu'il y est passé outre.

PRETS PAR LES CAISSES D'EPARGNE

Aux termes de l'article 13 de la loi du 13 mars 1917 les « Caisses d'Epargne sont autorisées à faire sur leur

« fortune personnelle, des prêts aux banques populaires
« constituées suivant les dispositions de cette loi ».

Déjà la loi du 20 juillet 1895 sur les Caisses d'Epargne autorisait par son article 10 celles-ci à employer
« leur fortune personnelle notamment, en prêts aux
« sociétés coopératives de crédit où à la garantie d'opé-
« rations d'escompte de ces sociétés », à condition que
ces prêts fussent faits à des institutions existant dans les
départements où fonctionnaient ces Caisses.

La limite dans laquelle ces prêts peuvent être consentis aux banques populaires nouvelles est celle qui est définie par l'art. 10 de la loi du 20 juillet 1895, modifié par l'art. 10 de la loi du 23 décembre 1912 (sur les habitations à bon marché).

D'autre part, comme on le sait, les sociétés de Caisses d'Epargne sont autorisées par l'art. 10 de la loi du 13 mars 1917 à souscrire des parts du capital social des banques populaires.

C'est le montant cumulé des prêts et des actions souscrites qui ne devra pas dépasser la limite prévue par les lois de 1895 et de 1912.

Dans cette limite, les Caisses d'Epargne pourront employer la totalité de leur revenu de leur fortune personnelle et la moitié du capital de cette fortune personnelle, sans que toutefois le montant desdits placements ajouté, le cas échéant, au prix de revient des immeubles destinés aux services de la caisse excède 70 0/0 du Capital versé.

Sous l'empire de la loi de 1895, ces prêts ne pouvaient dépasser la totalité du revenu de leur fortune et le cinquième du capital de cette fortune.

L'art. 13 de la loi du 13 mars 1917 ajoute que les actions souscrites par les Caisses d'Epargne qui feront, en outre, des prêts, devront être libérées.

VÉRIFICATION DES AGENTS DE L'ENREGISTREMENT

Aux termes de l'art. 14, al. 3, les banques populaires, comme les sociétés de caution mutuelle, seront soumises aux vérifications des agents de l'Enregistrement, dans les conditions déterminées par les lois des 23 août 1871 et 21 juin 1875, et, notamment, elles sont tenues de représenter à ces agents, leurs livres, registres, titres ou pièces de recettes, de dépenses et de comptabilité afin qu'ils s'assurent de l'exécution des lois sur le timbre.

Tout refus de communication sera constaté par un procès-verbal et puni d'une amende de 100 fr. à 1.000 fr., amende portée de 1.000 à 10.000 fr. et augmentée encore par la loi du 25 juin 1920.

INSCRIPTION AU REGISTRE DU COMMERCE

Les sociétés de caution mutuelle et les banques étant des sociétés commerciales, sont soumises à l'inscription sur le registre du commerce établi par la loi du 18 mars 1919.

APPENDICE

Loi du 24 octobre 1919

Le crédit à long terme aux démobilisés

La loi du 13 mars 1917, dont l'étude précède, a eu pour but l'organisation, au profit des petits commerçants et industriels en général, du crédit à court terme, c'est-à-dire du crédit dont la durée n'est pas définie par la loi, mais qui, d'après les travaux parlementaires, a une durée maximum d'une année.

La loi du 24 octobre 1919 a créé le crédit à long terme en faveur d'une catégorie spéciale de commerçants et d'industriels. Elle a mis à la disposition du ministre du commerce un crédit de cinquante millions destinés à consentir des prêts aux petits commerçants, petits industriels, petits fabricants et artisans et aux veuves de ces derniers tués à la guerre. Cette somme doit être répartie par les banques populaires constituées sous le régime de la loi du 13 mars 1917 à qui elle sera attribuée sous forme d'avances sans intérêts.

La durée des prêts peut atteindre douze années.

La répartition des avances aux banques populaires se fera dans les mêmes conditions que dans celles de la loi du 13 mars 1917. Cependant, le montant des avances, au lieu d'être du double, pourra atteindre le sextuple du capital social versé en espèces et le délai de remboursement par les banques populaires pourra atteindre 14 ans.

Le montant total des prêts que les banques pourront faire à chaque associé ne dépassera pas dix mille francs. Le taux d'intérêt est minime : 3 0/0.

Cependant, les démobilisés qui entendent bénéficier de ces prêts, devront justifier qu'ils ont besoin des sommes demandées pour l'exercice de leur activité professionnelle : c'est toujours le crédit accordé à la production. Si les prêts ne devaient servir qu'à rembourser des dettes criardes, ils devraient être refusés. Toutefois, les de l'établissement lorsqu'il s'agira de bénéficiaires que leurs blessures mettent dans l'impossibilité de reprendre leur ancienne activité professionnelle.

En outre, des garanties doivent être données en vue du remboursement des prêts : une hypothèque, un nantissement, une caution, une police d'assurance en cas de décès ou toute autre sûreté réelle ou personnelle.

Le décret du 3 mars 1920 a déterminé les conditions d'application de la loi du 24 octobre 1919. Les banques populaires qui veulent effectuer les opérations prévues par cette loi doivent y être expressément autorisées par leurs statuts.

Ces opérations seront l'objet d'une comptabilité spéciale.

Le décret désigne les pièces qui doivent accompagner la demande d'avances.

Pour bénéficier des prêts, les commerçants doivent avoir été mobilisés pendant la guerre et être actuellement démobilisés ; puis, ils doivent justifier qu'ils ont besoin d'avances et qu'ils possèdent au moins une part de banque populaire.

Un même postulant ne peut être bénéficiaire de prêts dans deux banques populaires différentes.

Les agents de l'Enregistrement peuvent vérifier dans les conditions de la loi de 1917, les opérations et le fonctionnement des banques populaires résultant de la loi du 24 octobre 1919.

De ce qui précède, il résulte que le rôle assigné par la loi du 24 octobre 1914 pour prêter aux commerçants démobilisés n'est que temporaire. Le Congrès corporatif des Banques populaires réuni à Paris, le 20 juin 1921, a été affirmatif sur cette question. Il a émis le vœu que « les Banques populaires ne bornent pas « leur activité à la mise en application de la loi du « 24 octobre 1919, de portée temporaire et limitée, « mais poursuivent parallèlement la réalisation du « Crédit populaire commercial et industriel qui est « leur raison d'être essentielle ».

CONCLUSION

Les résultats de la loi du 13 mars 1917 ne sont pas, à ce jour, ceux auxquels s'attendait le législateur.

Tout d'abord, en ce qui concerne les sociétés de caution mutuelle, il semble que la loi ait tout à fait manqué son but. Les sociétés de caution mutuelle n'ont donné, ou, à peu près, aucun résultat dans notre pays. « Nous avons appliqué le titre II de la loi du 13 mars 1917 », disait M. Renard, administrateur de la Banque Nantaise de Crédit, « mais nous nous sommes « trouvés fort embarrassés pour appliquer le titre premier : la caution mutuelle. Réunir des faiblesses, additionner des quantités négatives ne nous a pas paru « pouvoir constituer une force même minime ». (1). Cependant, la question n'est pas abandonnée. Il paraît que l'on y travaille et que l'on espère trouver la formule qui permettra de réussir.

Sur 4 ou 5 sociétés qui ont été créées en France, une seule fonctionne avec succès, c'est celle de « la fédération de la petite industrie de la chaussure en France, « à Paris ».

En ce qui concerne les banques populaires, on peut dire que les prévisions du législateur ont été très largement dépassées. Grâce à l'activité déployée au Mi-

(1) Discours au Congrès des Banques Populaires, 20 juin 1921.

nistère du Commerce par deux hauts fonctionnaires de ce département, MM. Charmeil et Delamarche, grâce aussi à l'appui bienveillant qu'elles ont trouvé auprès de la Banque de France, les Banques populaires qui ne comptaient au début que celle de Paris et celle du Puy, lesquelles, d'ailleurs, avaient devancé les décisions du législateur, étaient, en mai 1920, au nombre de 32, en juillet de 45, en décembre de 65 et en juillet 1921 de 77, chiffre auquel il convient d'ajouter 17 banques d'Alsace et de Lorraine et une vingtaine en formation (1).

Pour la première fois, les 20 et 21 juin 1921, s'est réuni à Paris, sous la Présidence de M. Lucien Dior, Ministre du Commerce, le congrès corporatif des Banques Populaires constituées sous le régime de la loi du

(1). — L'une d'elles s'est constituée définitivement dans le courant de novembre 1921. C'est la Banque Populaire Morbihannaise, créée à Lorient, sur l'initiative de la Chambre de Commerce et, principalement de son président, M. Marcesche. Son capital est de 500.000 fr. Sa fusion avec la Banque Populaire de Lorient (fondée en 1898), au capital de 500.000 francs, est décidée. Avec les avances de l'Etat, le capital disponible pourra atteindre 2 millions. Elle sera, sans doute, l'une des plus importantes banques populaires de province. Elle fonctionnera comme banque de crédit et d'escompte pour le petit et le moyen commerce et pour la petite et moyenne industrie. En outre, elle consentira des prêts à long terme au taux de 3 0/0 aux professionnels démobilisés dans les conditions de la loi du 24 octobre 1919.

Cette banque est l'œuvre personnelle de M. Marcesche qui a mis au service de la cause sa haute expérience des affaires, qui a su choisir ses collaborateurs et qui a pu triompher des difficultés spéciales résultant de la présence à Lorient de la Banque Populaire, créée en 1898. Tous les efforts tentés pour la constitution de cet établissement ne datent que de son élection à la Présidence de la Chambre de Commerce du Morbihan.

13 mars 1917. On y comptait les représentants de ces Banques Populaires et ceux des Banques d'Alsace et de Lorraine.

D'une enquête dirigée par le Comité Républicain du Commerce, de l'industrie et de l'agriculture, au début de 1921, il résulte que les auteurs de la loi de 1917 n'avaient, à aucun moment, prévu un tel succès. Aussi le crédit de 12 millions qui avait été mis à la disposition du Ministre du Commerce par cette loi, s'est-il rapidement épuisé. La loi du 30 avril 1921 (art. 75), a dû accorder une nouvelle dotation de 8 millions provenant d'une partie du reliquat disponible des avances et redevances de la Banque de France. Cette dotation sera accrue pendant cinq années, à dater du premier janvier 1921, du tiers de ce qui restera, une fois le Crédit Agricole largement servi, des super redevances de la Banque de France résultant des conventions des 25 octobre 1917, 26 juillet 1918, ci-dessus rappelées. En juin 1921, sur 77 Banques populaires, 61 seulement avaient pu obtenir des avances de l'Etat. A ce moment, 16 attendaient des crédits, et les 20 banques en formation entrevoyaient sous un mauvais jour, les débuts de leur fonctionnement faute de l'aide initiale de l'Etat promise par la loi de 1917. Aussi, le Congrès des Banques populaires a-t-il émis le vœu que la dotation fut portée de 20 à 100 millions au moins pour que l'œuvre commencée put être achevée.

C'est à ce Congrès, que fut décidée la création de la Caisse Centrale des Banques populaires, dotée d'une avance de 2 millions.

Cette Caisse Centrale doit être une banque complète, exclusivement à la disposition des Banques Populaires,

et gérée par elles, au capital de un million de francs, formé de mille parts de mille francs chacune, versés entièrement.

Le principe de cet Etablissement n'est que la continuation de l'idée corporative.

Son but sera d'aider une banque nouvellement créée à entrer en affaires et d'être, en cas de crise, la caisse de secours de ses adhérents. La Caisse Centrale sera le Bureau de compensation des Banques Populaires. Les disponibilités que celles-ci ne seront pas en mesure de pouvoir placer dans leur rayon d'action ne devront être concentrées qu'à la Caisse Centrale. Elle devra être toujours en mesure de mettre à la disposition de ses clients les crédits nécessaires pour leurs exploitations en leur ouvrant un crédit en compte courant ou en leur escomptant leur papier, mais ces crédits ne pourront être accordés qu'à court terme et comme fonds de roulement. Tout virement, tout achat de titres, toute disposition de chèques sur d'autres places ne devront être faits que par son intermédiaire. Toutes les traites à encaisser devront se concentrer chez elle pour être réparties dans toute la France sur la base d'un tarif d'encaissement unique. La Caisse Centrale disposera des comptoirs des Banques Populaires pour les émissions de titres. Elle pourra aider de nouvelles banques à se créer. Elle recrutera le personnel nécessaire au fonctionnement, à l'administration et à la direction des Banques Populaires (1).

Organe de superposition formé par l'ensemble des Banques Populaires, la Caisse Centrale aura pour ob-

(1). — Ces principes ont été tirés du rapport de M. Kam Kowisky, au congrès des Banques d'Alsace et de Lorraine.

iet unique de leur rendre les services dont la fourniture dépasse leurs propres moyens d'action et est fonction de leur cohésion et de leur solidarité (1).

C'est à ce titre qu'elle apparaît comme l'a dit le Ministre du Commerce comme le couronnement logique et normal de l'organisation du Crédit coopératif commercial.

Le besoin qu'avaient le commerce et l'industrie du crédit à bon marché ressort avec évidence de l'empressement avec lequel les banques populaires ont été créées partout en France. M. Renard, dont le nom a été déjà cité, pouvait dire lors du congrès : Il suffit de savoir compter jusqu'à sept pour dénombrer les départements qui n'ont pas encore leur Banque Populaire et à ce moment, 20 banques étaient en formation. C'est dire le succès des Banques populaires. L'œuvre du législateur n'aura donc pas été inutile.

Vu : Le Professeur,
WAHL.

Vu : Le Doyen,
LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer.
Le Recteur de l'Académie de Paris :
APPELL

(1). — Bulletin du congrès des Banques Populaires.

LISTE DES BANQUES POPULAIRES
ADHERENTES A LA CAISSE CENTRALE
DES BANQUES POPULAIRES

1. — Banque Populaire de Paris, Paris.
2. — Banque Populaire de la Banlieue et de Paris.
Vincennes.
3. — Banque Populaire de la Banlieue ouest de
Paris. Nanterre.
4. — Banque des Hôteliers français. Paris.
5. — Banque Populaire de l'Aisne. Nanterre.
6. — Banque Populaire des régions libérées. Paris.
7. — Banque Populaire de Montluçon.
8. — Banque Populaire des Alpes Maritimes. Nice.
9. — Banque Populaire des Alpes, Digne.
10. — Banque Populaire de Troyes.
11. — Banque Populaire de Carcassonne.
12. — Banque Populaire provençale, Marseille.
13. — Banque Populaire de Rochefort-sur-Mer.
14. — Banque corrézienne populaire de Tulle.
15. — Caisse de crédit mutuel de la Côte d'Or. Dijon
16. — Banque Populaire de Saint-Brieuc.
17. — Banque Populaire de la Creuse, Guéret.
18. — Banque Populaire du Doubs, Besançon.
19. — Banque commerciale et industrielle de l'Eure.
Evreux.
20. — Banque Populaire d'Eure-et-Loir. Chartres.
21. — Banque Populaire de l'arrondissement de
Châteaudun.
22. — Banque Populaire du Finistère, Morlaix.
23. — Banque Populaire du Gard, Nîmes.
24. — Banque Populaire coopérative de Toulouse.

25. — Banque Populaire du Gers, à Auch.
26. — Banque Populaire de la Gironde à Bordeaux.
27. — Crédit commercial de l'Hérault, à Montpellier
28. — Banque d'Ille-et-Vilaine, à Rennes.
29. — Banque Populaire d'Issoudun.
30. — Banque Populaire de Touraine à Tours.
31. — Banque Grenobloise de Crédit à Grenoble.
32. — Banque Populaire du Jura, Lons-le-Saunier.
33. — Banque Populaire des Landes, Dax.
34. — Banque Populaire de Loir-et-Cher, Blois.
35. — Banque Populaire de la Loire, Saint-Etienne.
36. — Banque Populaire de Roanne.
37. — Caisse Mutuelle du Puy, Le Puy.
38. — Banque Populaire de Montargis, Montargis.
39. — Banque Populaire du Quercy, Cahors
40. — Banque Populaire d'Agen.
41. — Banque Populaire du Maine-et-Loire, Angers
42. — Banque Commerciale Cherbourgeoise, à
Cherbourg.
43. — Banque Populaire de la Mayenne, Laval.
44. — Banque Populaire de l'Est, Nancy.
45. — Banque Populaire de la Meuse, Bar-le-Duc.
46. — Banque Populaire de Metz.
47. — Banque Populaire morbihannaise, Lorient.
48. — Banque Niversaise de Crédit, Nevers.
49. — Banque Populaire du Nord, Lille.
50. — Banque Populaire de la XVII^e Région éco-
nomique à Clermont-Ferrand.
51. — Banque Populaire du Pays Basque, Saint-
Jean-de-Luz.
52. — Banque Populaire d'Oloron, Oloron-Ste-Marie
53. — Banque Populaire de Bayonne.
54. — Banque Populaire Générale de Strasbourg.
55. — Banque Populaire de Bischwiller.

56. — Banque Populaire du territoire de Belfort.
57. — Banque Populaire de Mulhouse.
58. — Banque Populaire de Colmar.
59. — Banque Populaire d'Altkirch.
60. — Banque Populaire de Dannemarie.
61. — Banque Populaire de Masevaux.
62. — Banque Populaire de Thann.
63. — Banque Populaire de Munster.
64. — Banque Populaire de Saint-Louis.
65. — Banque Populaire de Guebwiller.
66. — Banque Populaire de Neuf-Brisach.
67. — Banque Populaire du Rhône à Lyon.
68. — Banque Populaire de Gray-Vesoul à Vesoul.
69. — Banque Populaire de Lure.
70. — Banque Populaire de Mâcon-Charolles-Tournus, à Mâcon.
71. — Banque Populaire savoisiennne, Chambéry.
72. — Société savoisiennne de Crédit, La Roche-sur-Faron.
73. — Banque Populaire de Rouen et de la Seine-Inférieure, à Rouen.
74. — Banque Populaire de Provins.
75. — Banque Populaire des Deux-Sèvres, Niort.
76. — Banque Populaire montalbanaise, Montauban.
77. — Banque Populaire du Var, Toulon.
78. — Banque Populaire de Vaucluse, Avignon.
79. — Banque coopérative du Centre, Limoges.
80. — Banque Populaire de Civrav.
81. — Banque Populaire de Chatellerault.
82. — Banque Populaire des Vosges, Epnial (1).

(1) — Cette liste est extraite du Bulletin du Congrès des Banques Populaires de Juin 1921.

LOI DU 13 MARS 1917

ayant pour objet l'organisation du Crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie

TITRE PREMIER

Sociétés de caution mutuelle

ARTICLE PREMIER

Des sociétés de caution mutuelle peuvent être constituées entre commerçants, industriels, fabricants, artisans et sociétés commerciales.

Elles ont pour objet exclusif l'aval et l'endos des effets de commerce et billets créés, souscrits ou endossés par leurs membres à raison de leurs opérations professionnelles.

Leur capital est formé de parts nominatives qui peuvent être de valeur inégale, sans cependant qu'aucune d'elles puisse être inférieure à 50 francs, et à la souscription desquelles peuvent concourir, en dehors des membres qui participent aux avantages de la société, des membres non participants, qui n'ont droit qu'à la rémunération de leurs apports.

La société n'est constituée qu'après versement du quart du capital souscrit.

ARTICLE 2

Les statuts déterminent le siège et le mode d'administration de la société, les conditions nécessaires à la modification de ses statuts et à la dissolution de la société, la composition du capital et la propor-

tion dans laquelle chacun des membres contribue à sa constitution.

Ils règlent l'étendue et les conditions de la responsabilité qui incombe à chacun des sociétaires dans les engagements de la société. Les sociétaires ne peuvent être libérés de leurs engagements qu'après la liquidation des opérations contractées par la société antérieurement à leur sortie.

Les statuts réservent aux sociétaires le droit de se retirer et de réclamer le remboursement des parts leur appartenant. Toutefois, il ne pourra être fait usage de ce droit qu'en fin d'exercice et moyennant un préavis de trois mois.

Le remboursement des parts ne peut être effectué qu'après apurement de toutes les opérations sociales engagées au moment de la demande de restitution. Il ne peut excéder ni la valeur, à cette époque, des parts du membre démissionnaire, ni leur valeur nominale. La plus-value, s'il y en a, reste acquise au fonds de réserve, sur lequel le membre remboursé n'a aucun droit.

ARTICLE 3

Les statuts doivent exiger que le Conseil d'administration détermine, pour chaque sociétaire, le montant maximum des avals et endos qui peuvent être accordés, et limiter la durée pour laquelle ces avals et endos seront donnés.

Ils réservent expressément au Conseil d'administration le pouvoir de refuser la signature qui lui est demandée, ou de ne l'accorder qu'en prenant les garanties qu'il jugerait utiles.

ARTICLE 4

Le capital, de même que le fonds de réserve est affecté à la garantie des effets et billets avalisés ou endossés par la société, de manière à servir de provision pour ces effets et billets, à défaut de règlement. Les administrateurs sont tenus, avant de commencer à donner aucun aval ou endos, d'énoncer, dans une déclaration déposée en double au greffe de la justice de paix du siège de la société, l'emploi qu'ils

ont fait du capital (placement en valeurs ou dépôts en banque). Il est donné récépissé de cette déclaration. L'un des exemplaires est transmis par les soins du juge de paix au greffe du tribunal de commerce de l'arrondissement.

Chaque année, une déclaration dans les mêmes formes doit faire connaître l'emploi du capital et du fonds de réserve.

ARTICLE 5

Les statuts déterminent les prélèvements et commissions qui seront perçus au profit de la société sur les opérations faites par elle.

Les sommes provenant de ces prélèvements et commissions, après acquittement des frais généraux, seront employées de la manière suivante :

1° — 10 p. 100 serviront à la constitution d'un fonds de réserve ;

2° — On pourra ensuite donner aux parts un intérêt égal à 4 0/0 au plus des versements effectués ;

3° — Les trois quarts du surplus iront à nouveau au fonds de réserve ;

4° — Ce qui restera sera réparti entre les membres, au prorata des prélèvements supportés par eux, en raison de leurs opérations.

Toutefois, les versements au fonds de réserve cesseront d'être obligatoires lorsque ce fonds sera devenu égal à la moitié du capital.

A la dissolution de la société, le fonds de réserve et le reste de l'actif net sont partagés entre les sociétaires, proportionnellement à leurs souscriptions, à moins que les statuts n'en aient affecté l'emploi à une œuvre de crédit.

ARTICLE 6

Les sociétés autorisées par le présent titre de la présente loi sont des sociétés commerciales, dont les livres doivent être tenus conformément aux prescriptions du Code de commerce.

ARTICLE 7

Les conditions de publicité prescrites pour les sociétés commerciales ordinaires sont remplacées, à l'égard des sociétés qu'autorise le présent titre de la présente loi par les dispositions suivantes :

Avant toute opération, les statuts avec la liste complète des administrateurs ou directeurs et des sociétaires, indiquant leurs noms, profession, domicile et le montant de chaque souscription, sont déposés en quatre exemplaires au greffe de la justice de paix du canton où la société a son siège. Il en est donné récépissé.

Chaque année, dans la première quinzaine de février, le directeur ou un administrateur de la société dépose de même en quatre exemplaires la liste des membres faisant partie de la société à cette date, et le tableau sommaire des recettes et des dépenses ainsi que des opérations effectuées dans l'année précédente.

Un des exemplaires de ces divers documents est, par les soins du juge de paix, déposé au greffe du tribunal de commerce de l'arrondissement ; les deux autres sont adressés au ministre du Commerce et au ministre des Finances.

Les documents déposés au greffe de la justice de paix et du tribunal de commerce par application du présent article et de l'article 4 ci-dessus sont communiqués à tout requérant.

ARTICLE 8

Les sociétés de caution mutuelle dont les statuts et le fonctionnement sont reconnus conformes aux dispositions de la présente loi sont exemptées de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Les certificats de parts non négociables ne sont soumis qu'au timbre de dimension prévu par l'article 12 de la loi du 13 brumaire an VII.

ARTICLE 9

Les membres chargés de l'administration de la société sont personnellement responsables, en cas de

violation des statuts ou des dispositions de la présente loi, du préjudice résultant de cette violation.

En outre, en cas de contravention aux prescriptions des articles 4 et 7, ou en cas de fausses déclarations dans les documents prévus à ces deux articles, les administrateurs peuvent être poursuivis et punis d'une amende de seize à cinq cents francs (16 à 500 francs).

TITRE II

Banques Populaires

ARTICLE 10

Les articles 7 et 8 qui précèdent sont applicables aux banques populaires qui remplissent les conditions ci-après déterminées :

1° Leur capital doit être constitué par sept souscriptions au moins. Ces souscriptions peuvent être inégales. Peuvent souscrire, en dehors des membres qui participent aux avantages de la banque populaire des membres non participants, qui n'ont droit qu'à la rémunération de leurs apports. Les statuts règlent l'étendue et les conditions de la responsabilité qui incombe à chacun des sociétaires dans les engagements de la société.

2° Les capitaux souscrits ne peuvent recevoir un intérêt supérieur à cinq pour cent (5 p. 100) des versements effectués. Le surplus des bénéfices, après attribution aux réserves, doit être réparti entre les clients de la banque, au prorata des prélèvements de toutes sortes qu'ils ont subis

3° Les banques populaires ne peuvent faire d'opérations qu'avec des commerçants, industriels, fabricants, artisans et sociétés commerciales, pour l'exercice normal de leur industrie, de leur commerce et de leur métier. Toutefois, elles peuvent recevoir des sommes en dépôt de toutes personnes et sociétés ;

4° Les statuts doivent exiger que le Conseil d'administration détermine, pour chaque client, le montant

maximum des escomptes et avances qui peuvent être consentis et limiter la durée des avances et l'échéance des effets admis à l'escompte.

Les associations fondées par des commerçants, industriels, fabricants, artisans, sous le régime de la loi du 1er juillet 1901, les syndicats professionnels, les sociétés de caution mutuelle et les caisses d'épargne sont autorisées à concourir à la formation du capital des banques ci-dessus définies.

ARTICLE 11

Sur l'avance de 20 millions de francs versés au Trésor par la Banque de France en vertu de l'article 1er de la convention du 11 novembre 1911, approuvée par la loi du 29 décembre 1911 le Gouvernement est autorisé à disposer de 12 millions pour être attribués, sous forme d'avances sans intérêts, aux banques populaires constituées et fonctionnant conformément à l'article 10 de la présente loi.

Cette somme figurera à un compte spécial du Trésor, où seront également portés les fonds de concours qui seront versés en vue de la même affectation.

ARTICLE 12

Les avances ci-dessus prévues ne peuvent excéder le double du capital versé en espèces, ni être accordées pour plus de cinq ans. Elles peuvent être renouvelées. Elles sont immédiatement remboursables en cas de violation des statuts ou diminution des garanties sur le vu desquelles elles ont été accordées.

La répartition en est faite par le Ministre du Commerce, sur l'avis d'une Commission spéciale dont les membres sont nommés par décrets pour quatre années, savoir :

1° Neuf sur la proposition du Ministre du Commerce, dont deux fonctionnaires de son département, trois membres des Chambres de Commerce, quatre représentants des banques populaires constituées suivant les dispositions de la présente loi.

2° Quatre sur la proposition du Ministre des Finances dont deux fonctionnaires de son département, un représentant de la Banque de France et un re-

présentant des autres banques et établissements de crédit.

3° Trois sur la proposition du Ministre du Travail, dont deux fonctionnaires de son département, et un membre de la commission supérieure des caisses d'épargne, ou un membre du Conseil supérieur de la Mutualité.

Les renouvellements seront également accordés par le Ministre du Commerce, sur l'avis de la commission.

Chaque année, un rapport adressé au Président de la République rendra compte des opérations effectuées en exécution du présent article. Ce rapport sera publié au *Journal Officiel*.

ARTICLE 13

Les Caisses d'épargne sont autorisées à faire, sur leur fortune personnelle des prêts aux banques populaires constituées suivant les dispositions de la présente loi.

Ces prêts, ainsi que le montant des actions souscrites en vertu du dernier paragraphe de l'article 10 ci-dessus, ne peuvent dépasser la quotité prévue par l'article 10 de la loi du 20 juillet 1895, modifié par l'article 10 de la loi du 23 décembre 1912. Les actions doivent être entièrement libérées.

TITRE III

Dispositions générales

ARTICLE 14

Toutes les sociétés de quelque nature qu'elles soient, dont la création est prévue aux deux premiers titres de la présente loi devront être constituées sous le régime des lois françaises.

Les souscripteurs du capital et les administrateurs devront être français.

Ces sociétés seront soumises aux vérifications des agents de l'Enregistrement, dans les conditions déterminées par les lois des 23 août et 21 juillet 1875.

ARTICLE 15

Un décret rendu en la forme des règlements d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi.

II

DECRET DU 31 JANVIER 1918

*portant règlement d'administration publique pour
l'application de la loi du 13 mars 1917*

Le Président de la République Française

Sur le rapport du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes, des transports maritimes et de la Marine marchande et du Ministre des Finances :

Vu la loi du 13 mars 1917 ayant pour objet l'organisation du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie et notamment l'article 15 ainsi conçu : « Un décret rendu en la forme des règlements d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi ».

Le Conseil d'Etat entendu,

DECRETE :

CHAPITRE PREMIER

*Dispositions concernant l'organisation des
Banques Populaires et des Sociétés de
Caution Mutuelle*

ARTICLE PREMIER

Sont applicables aux banques populaires les dispositions du premier paragraphe de l'article 2 de la loi du 13 mars 1917 en vertu desquelles les statuts des sociétés de caution mutuelle déterminent le siège

et le mode d'administration de la société, les conditions nécessaires à la modification de ses statuts et à la dissolution de la société, la composition du capital et la proportion dans laquelle chacun des membres contribue à sa constitution.

En outre, les statuts des banques populaires et des sociétés de caution mutuelle, régies par cette loi, spécifient expressément :

1° La durée de la société et la circonscription territoriale à laquelle s'étendent ses opérations ;

2° Le nombre de voix dont dispose chaque sociétaire dans les assemblées générales en égard au nombre de parts dont il est titulaire, et le nombre maximum de voix qu'il peut avoir, quel que soit ce nombre de parts.

Les statuts de chaque banque populaire déterminent également les opérations qu'elle fera, par application de l'article 10, 3° de la loi du 13 mars 1917, et indiquent si elle en réserve le bénéfice aux seuls sociétaires.

ARTICLE 2

Les parts des sociétaires dans les banques populaires, sont toujours nominatives.

Lorsqu'elles sont négociables, elles ne peuvent être transférées qu'avec l'agrément du Conseil d'administration.

Lorsque la banque populaire est constituée sous la forme de société à capital variable, les statuts déterminent sous quelles conditions les sociétaires peuvent se retirer de la société, obtenir le remboursement de leurs parts et être libérés de leurs engagements.

CHAPITRE II

Instruction des demandes adressées à l'Etat

ARTICLE 3

Les banques populaires qui sollicitent une avance sur les fonds mis à la disposition du Gouvernement par l'article 11 de la loi du 13 mars 1917 doivent adresser à cet effet au Ministre du Commerce et de

l'Industrie une demande indiquant la somme sollicitée et le temps pour lequel l'avance est demandée.

La demande contient, en outre, l'engagement pris par la banque populaire de communiquer à l'avance au Ministre du Commerce et de l'Industrie tout projet de modification à ses statuts ou de dissolution, et de l'informer sans retard de tout changement dans la composition de son conseil d'administration.

La demande doit être signée par le ou les administrateurs de la banque populaire ayant qualité pour engager celle-ci, d'après ses statuts.

* ARTICLE 4

Toute demande d'avance formulée par une banque populaire doit être accompagnée des pièces suivantes :

1° Un exemplaire sur papier libre, certifié conforme, des statuts de la société ;

2° Une copie sur papier libre, certifiée conforme, du récépissé délivré par le greffier de la justice de paix lors de l'accomplissement du dépôt originaire, prescrit par l'article 7 de la loi du 13 mars 1917 ; et, en cas de modifications aux statuts, copie du récépissé du dépôt consécutif à ces modifications.

3° La liste certifiée exacte des membres de la société à la date de la demande d'avance, avec indication de leurs prénoms, noms, domicile, profession et nationalité, du nombre, de la valeur nominale et du montant des parts sociales souscrites par chacun d'eux, ainsi que des versements effectués sur celles-ci.

Cette liste est divisée en deux parties comprenant, l'une les membres participants, l'autre, les membres non participants.

En ce qui concerne les souscriptions émanant de sociétés, associations, syndicats professionnels, sociétés de caution mutuelle ou caisses d'épargne, doivent être mentionnés, outre les indications ci-dessus, les prénoms, noms, domicile, profession et nationalité de leur président, administrateur délégué, directeur ou mandataire.

4° La liste certifiée exacte des membres du Conseil d'administration et de la commission de surveillance

de la société, à la date de la demande, avec indication de leurs prénoms, noms, domicile, profession et nationalité.

5° Une copie sur papier libre, certifiée conforme, du procès-verbal de l'assemblée générale constitutive ainsi que des procès-verbaux des assemblées générales ayant postérieurement apporté des modifications aux statuts.

6° Un exemplaire, certifié conforme, du règlement intérieur de la société.

7° Une copie, certifiée conforme, du procès-verbal de l'assemblée générale ou du conseil d'administration qui suivant les statuts, aura décidé de présenter la demande d'avance.

8° Une copie, certifiée conforme, du dernier bilan avec le tableau des opérations actives et passives du dernier exercice, ainsi que la copie du compte-rendu moral et financier présenté à la dernière assemblée générale et du procès-verbal de celle-ci.

Si le dernier bilan remonte à plus de trois mois il y est joint un tableau des opérations actives et passives effectuées depuis la clôture du dernier exercice jusqu'au jour de la demande d'avance.

Si la banque populaire n'a pas un an de fonctionnement, le bilan et le tableau des opérations sont arrêtés à la date de la demande d'avance par le conseil d'administration, qui doit y joindre les observations présentées à leur sujet par la commission de surveillance.

9° Une déclaration, certifiée exacte, indiquant le chiffre global des escomptes qui peuvent être consentis et des crédits ouverts aux clients de la banque populaire à la date de la demande, avec indication de leur durée maxima telle qu'elle a été fixée par le conseil d'administration, par application de l'article 10, 4°, de la loi du 13 mars 1917 ;

10° Dans le cas où la banque populaire est constituée sous la forme de société en nom collectif, une évaluation en argent de la garantie totale que représente, à l'égard des créanciers de la société, la responsabilité collective de ses membres ;

11° Dans le cas où la banque populaire étant constituée sous le régime de la responsabilité limitée, les sociétaires sont néanmoins tenus statutairement à ga-

rantir dans une certaine mesure et en plus de leurs souscriptions de parts, les engagements de la société, une évaluation en argent de la garantie complémentaire totale que représente cette obligation.

ARTICLE 5

La demande d'avance est soumise à une enquête.

La société demanderesse doit tenir ses livres à la disposition de toute personne chargée de procéder à cette enquête et produire tous renseignements qui lui seraient demandés.

Elle peut, notamment, être invitée à fournir un dossier spécial relatif à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement des sociétés de caution mutuelle dont elle escompte le portefeuille.

CHAPITRE III

Attribution, renouvellement et remboursement des avances de l'Etat

ARTICLE 6

Pour l'attribution, dans les limites d'importance et de durée fixées par l'article 12 de la loi du 13 mars 1917, des avances de l'Etat il est tenu compte du développement des affaires de la banque populaire intéressée, de la nature de ses opérations et de son genre de clientèle, des engagements en cours pris par elle à l'égard des tiers, notamment sous forme d'emprunts ou de réception de dépôts, des avances de l'Etat déjà reçues par elle et, d'une façon générale, de tous éléments de nature à permettre de juger de sa solvabilité et à assurer le remboursement de l'avance à échéance.

ARTICLE 7

L'attribution d'avances peut être subordonnée à la présentation de telles garanties de remboursement que le Ministre juge nécessaire de demander, notamment

en ce qui concerne le mode d'emploi de tout ou partie du capital social, ainsi que le mode de constitution et d'emploi des réserves.

ARTICLE 8

Sauf cas exceptionnels justifiés par les circonstances, aucune avance ne peut être renouvelée que si l'amortissement déterminé par la décision ministérielle accordant l'avance ou, le cas échéant, par une décision ultérieure du ministre, prise sur l'avis de la Commission de répartition a été régulièrement effectué.

Le renouvellement n'est accordé que pour la portion de l'avance non amortie.

ARTICLE 9

Au cas où la banque populaire bénéficiaire d'une avance de l'Etat est dissoute ou mise en état de faillite ou de liquidation judiciaire, où elle viole ses statuts, ou elle les modifie sans avoir fait au ministre la communication prévue à l'article 3 ci-dessus, enfin où elle perd son caractère de banque populaire tel qu'il résulte des prescriptions de l'article 10 de la loi du 13 mars 1917, les avances en cours deviennent immédiatement exigibles et l'Etat en doit poursuivre le remboursement intégral, sans délai, auprès de la banque populaire bénéficiaire.

Lorsqu'un projet de modification aux statuts communiqué au ministre en exécution de l'engagement prévu à l'article 3 du présent décret, est de nature à diminuer les garanties de l'Etat, le Ministre notifie à la banque son opposition. S'il est passé outre, les avances en cours deviennent immédiatement exigibles.

ARTICLE 10

Pour les vérifications prévues par l'article 14 de la loi du 13 mars 1917, les agents de l'Enregistrement sont placés, en ce qui concerne ces vérifications, sous l'autorité du Ministre du Commerce et de l'Industrie, en même temps que sous celle du Ministre des Finances.

A la suite de chacune de ces vérifications et au moins une fois par an, chaque agent adresse à chacun de ces Ministres un rapport contenant ses constatations et observations sur chacune des banques populaires soumises à son contrôle. Le Ministre du Commerce notifie à la banque un extrait de ce rapport.

Les Ministres du Commerce, de l'Industrie, des Postes, des Télégraphes, des transports maritimes et de la Marine marchande et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française et inséré au Bulletin des lois.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE

9

PREMIERE PARTIE

I. — Nécessité de la loi du 13 mars 1917. Besoins de crédit pour le petit et moyen commerce, la petite et moyenne industrie	11
II. — Nos commerçants et nos industriels trouvent-ils facilement du crédit ?	14
III. — Le crédit populaire en France avant la loi du 13 mars 1917	21
— Le crédit Agricole	24
— Le crédit maritime	26
IV. — Le crédit populaire à l'étranger	26
V. — Origine de la loi du 13 mars 1917	29
VI. — Projet du Gouvernement	33
VII. — Généralités sur la loi du 13 mars 1917	38

DEUXIEME PARTIE

Les sociétés de caution mutuelle

Les sociétés de caution mutuelle sont-elles des sociétés coopératives	43
Les sociétés de caution mutuelle sont des sociétés commerciales	44
Régime légal des sociétés de caution mutuelle ...	45
Membres des sociétés de caution mutuelle	48
Nationalité des membres	51
Objet des sociétés de caution mutuelle	51

Limite territoriale des opérations de la société ...	55
Le crédit que procurent les sociétés de caution mutuelle doit être un crédit de production	56
Formation du capital social	57
Souscription et versement du capital	58
Des parts. Leur nature	58
Statuts	60
Destination du capital social	62
Formalités constitutives	63
Publicité	64
Assemblées Générales	65
Administration	67
Contrôle	68
Retraite des associés	68
Répartition des prélèvements et commissions	69
Responsabilité des associés	71
Responsabilités des administrateurs	72
Dissolution	73
Faveurs fiscales	73

TROISIEME PARTIE

Les Banques Populaires

Caractères des Banques Populaires	78
Régime légal des Banques populaires	80
Membres des Banques Populaires	81
Objet des Banques Populaires	82
Formation du capital social	86
Statuts	88
Formalités préalables	90
Publicité	91
Assemblées. Direction. Contrôle	91
Retraite des associés. Variabilité du capital	94
Répartition des bénéfices	95
Responsabilité des associés	96
Responsabilité des administrateurs	96

Dissolution	98
Faveurs fiscales	98
Avances de l'Etat	99
Répartition des avances	103
Montant et durée des avances	104
Garantie des avances	107
Instruction des demandes	108
Remboursement anticipé des avances	112
Prêts par les Caisses d'Epargne	113
Vérification par les agents de l'Enregistrement ...	115
Inscription au registre du Commerce	115
Appendice. Loi du 24 octobre 1919. Le crédit à long terme aux démobilisés	117
Conclusion	121
Liste des Banques Populaires adhérentes à la Caisse Centrale	127
Textes de la loi du 13 mars 1917 et du Décret du 31 janvier 1918	131



